



**PROGRAMME CONJOINT REGIONAL DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE DANS LA  
REGION DU LIPTAKO-GOURMA  
RAPPORT DESCRIPTIF FINAL  
PERIODE DU RAPPORT : DU 01/11/2019 AU 30/10/2022**

<p><b>Titre du Programme et Référence du Projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Titre du Programme : <b>Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des Activités de Coopération Transfrontalière dans la Région du Liptako-Gourma</b></li></ul>	<p><b>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques<sup>1</sup></b></p> <p>Pays/Localité : <b>LA REGION DU LIPTAKO-GOURMA (BURKINA FASO, MALI, NIGER)</b></p> <p>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques Coopération transfrontalière, prévention et résolution des conflits, accès à la justice, droits de l'homme, services sociaux de base, activités génératrices de revenus, résilience au changement climatique, gestion des ressources naturelles</p>
<p><b>Organisation(s) Participante(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme <b>BIT, CEA, HCDH, ONUDC, ONU FEMMES, PNUD, UNESCO, UNICEF</b></li></ul>	<p><b>Partenaires de mise en œuvre</b></p>
<p><b>Budget du Programme/Projet (US\$)</b></p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet : <b>12,000,000 USD</b></p> <p>Contribution du Fonds<sup>2</sup> : <i>Par agence (le cas échéant)</i></p> <p>Contribution de(s) agence(s)</p> <p>Contribution du Gouvernement</p>	<p><b>Durée du Programme (mois)</b></p> <p>Durée totale : <b>36 mois</b> Date de démarrage<sup>3</sup> : <b>1 novembre 2019</b></p> <p>Date de clôture<sup>4</sup> <b>30 octobre 2022</b></p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>

<sup>1</sup> Résultats Stratégiques, tels que formulés dans le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) (p. ex. UNDAF) ou document du projet ;

<sup>2</sup> La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

<sup>3</sup> La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

<sup>4</sup> Tel qu'approuvé sur le document de projet originale par l'organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

Autres Contributions [donateur(s)]  
Suède (SIDA) : 79.9 millions SEK  
Corée : 1 million USD

### Évaluation du Programme

Évaluation Complétée

Oui  Non Date : *dd.mm.yyyy*

Rapport d'Évaluation – Attaché

Oui  Non Date : *dd.mm.yyyy*

Est-ce que l(es) agence (s) a/ont  
fermé opérationnellement le  
programme dans son (leurs)  
système ?

Date prévue de clôture financière<sup>5</sup>:

### Soumis par :

- Nom : Tomoki Matsuura
- Titre : Spécialiste Programmes
- Organisation Participante (“Lead Agency”):  
PNUD
- Adresse e-mail : tomoki.matsuura@undp.org

---

<sup>5</sup> La clôture financière exige le retour des soldes non dépensés et la soumission de l'état financier final certifié ainsi que le rapport.  
([Certified Final Financial Statement and Report](#)).

## RÉSUMÉ.

Le Programme Conjoint (PC) s'inscrit dans le cadre de la réforme des Nations Unies « Unis dans l'action » et a été conçu comme une preuve de principe par les agences des Nations Unies travaillant sur le nexus humanitaire-développement-paix (nexus HDP). L'objectif global du PC est de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des conflits prolongés la région ainsi que de renforcer la résilience des communautés vulnérables dans les zones frontalières du Liptako-Gourma. Les principales réalisations du PC sont esquissées ci-dessous.

Le **PNUD** a fourni un appui à l'**Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG)** pour renforcer son institution en la dotant des capacités et des matériels requises pour mener à bien ses fonctions essentielles, conformément au mandat renouvelé d'amélioration de la coopération transfrontalière dans la région de Liptako-Gourma. **La CEA** a également entrepris une étude phare du profil socio-économique de la région de Liptako-Gourma et pour mettre en place une base de données, qui constitueront pour l'ALG des outils clés de prise de décision basée sur les preuves.

Le PC a contribué à pallier le problème d'un faible niveau d'engagement institutionnel de l'État dans le domaine de l'état de droit, de la justice et de la défense des droits humains, qui affecte la confiance entre les différents groupes communautaires, la cohésion sociale et la sécurité communautaire. Par exemple, d'une part, grâce au travail du **HCDH** et de **OCHA**, les capacités des mécanismes de coordination civilo-militaire y compris avec les autorités administratives locales et les forces de défense et de sécurité ont été renforcées au Mali et au Niger avec pour résultat, une meilleure coordination des différents acteurs sur le terrain en vue d'accompagner et de faciliter l'accès des populations les plus vulnérables aux services sociaux de base dans les zones frontalières. D'autre part, avec le **HCDH** et de l'**ONU DC** et en collaboration avec les autorités administratives et judiciaires, le PC a renforcé les systèmes judiciaires locaux dans la région de Liptako-Gourma, afin de permettre aux communautés transfrontalières d'accéder à un système judiciaire pénal et de fournir les informations juridiques et judiciaires nécessaires conformément à la législation nationale et aux Conventions internationales des droits de l'homme en vue de faciliter l'accès aux mécanismes des voies de recours et les ressources disponibles aux victimes de violations de leurs droits qui cherchent de l'aide. Le résultat sur le terrain a consisté en une meilleure distribution de la justice et à rapprocher la justice du justiciable grâce à un meilleur accès des plus vulnérables aux différents mécanismes d'assistance judiciaire et par conséquent, une contribution à l'édification de l'état de droit, gage de paix, de sécurité et de développement.

Le PC a également contribué à la protection des femmes et à renforcer leur rôle dans la gestion pacifique des conflits. De ce fait, **ONU FEMMES** a renforcé les capacités de 259 femmes médiatrices de paix et a construit sept (7) cases de paix à Koro et Douentza (Mali) puis à Bankilaré et Téra (Niger) pour la résolution des conflits intercommunautaires par médiation. A cela s'ajoute 321 femmes et filles survivantes de Violences Basées sur le Genre (VBG) qui ont bénéficiés d'un appui psychosocial et d'une prise en charge holistique, 27 campagnes d'information et de sensibilisation conduites sur la cohésion sociale, le genre, le respect et la protection des droits des femmes et des filles, la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG). L'ensemble de ces résultats a permis d'apporter des changements significatifs dans la zone du Liptako Gourma à savoir le leadership des femmes en matière de paix et de réconciliation, le développement d'initiatives économiques à travers les Activités Génératrices de Revenus (AGR), une sensibilisation accrue des effets néfastes des VBG sur les femmes et les communautés, la diminution des cas de conflits intercommunautaires. Au cours de la dernière année de mise en œuvre, **ONU FEMMES** a consolidé les acquis de la mise en œuvre des activités des années précédentes puis a renforcé le dispositif des espaces de cohésion sociale dans la zone des trois frontières du Liptako-Gourma pour promouvoir le leadership des femmes en matière de paix et de réconciliation et au-delà leur ouvrir les portes de la gouvernance locale à cette frange de la population dont la contribution est plus en plus acceptée par les communautés.

De plus, le PC a produit des études essentielles renforçant la compréhension du contexte socio-économique et les dynamiques des conflits prolongés dans la région. A titre d'exemple, l'**UNESCO** a effectué une analyse des causes et conflits communautaires dans la région et les résultats ont constitué la base du programme de formation des journalistes, des médias communautaires dans la région du Liptako-Gourma sur la sensibilisation et la prévention communautaires afin de renforcer la cohésion sociale et améliorer le vivre ensemble.

En outre, le PC a apporté un soutien essentiel pour développer les compétences professionnelles et renforcer les moyens de subsistance des populations vulnérables afin de les intégrer dans la vie communautaire. Ainsi, le **BIT** a appuyé la capacité des 300 jeunes déplacés internes à travers des formations professionnelles et entrepreneuriales et en leur fournissant des kits/outils de travail pour leur permettre de produire des cultures de rente. En plus, deux initiatives de travaux verts ont été réalisées selon l'approche HIMO (haute intensité de main-d'œuvre), permettant de donner des opportunités d'emplois à 300 jeunes (dont 73% femmes et 25% déplacés internes) de générer des revenus et de récupérer une trentaine d'hectares de terres dégradées. Lesdites terres restaurées ont permis de multiplier par trois la production agricole locale et de stabiliser les populations poussées par des vagues migratoires.

Le PC a permis d'assurer la continuité et la résilience des systèmes et des services sociaux de base, y compris des communautés dans les zones difficiles d'accès. A cet effet, l'**UNICEF** a appuyé la construction de 40 Espaces d'Apprentissage Temporaires (EAT) au Mali et 10 classes/tentes au Burkina Faso permettant l'accès à l'éducation respectivement de 1,538 enfants au Mali et 600 enfants au Burkina Faso, vivant dans des localités touchées par la crise sécuritaire. Au Mali, 137 micro-projets ont été financés en faveur de 137 femmes et jeunes issus de la population de Personnes Déplacées Internes (PDI), aussi 4000 bénéficiaires directs ont eu accès durable à l'eau potable à travers la réhabilitation de 10 points d'eau. Au Niger, l'**UNICEF** a fourni des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF) qui ont permis la prise en charge de 13,053 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère, une cause majeure de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans dans la région.

## **I. Objectifs**

La région du Sahel, et la sous-région Liptako-Gourma en particulier, est confrontée à de multiples crises qui se renforcent mutuellement et menacent sa stabilité et ses perspectives de développement. Bien que la situation sécuritaire soit fluide et varie considérablement d'une localité à l'autre, la situation sécuritaire globale en termes de nombre de tués et de personnes déplacées de force s'aggrave et se dévie vers le sud au cours des dix dernières années. La détérioration de la situation sécuritaire entrave les services vitaux, notamment l'accès à l'éducation, aux soins de santé, et à l'eau potable, tout en contribuant à faire augmenter les niveaux d'insécurité alimentaire. A cela s'ajoute la forte perception de marginalisation des communautés transfrontalières et leur exclusion des mécanismes de prise de décision tant au niveau local que national. Ces défis, aggravés par la croissance démographique exponentielle, l'instabilité politique dans la région et les effets néfastes du changement climatique, contribuent à une perte de confiance dans les institutions et les processus publics, créant ainsi les conditions propices à des réactions plus extrêmes et populistes. Dans la région, cela s'est manifesté par une série de coups d'État qui remettent désormais en cause l'ordre constitutionnel au Mali et au Burkina Faso.

En réponse, les Nations Unies ont élaboré en concertation l'actuel Programme Conjoint (PC) pour le Liptako-Gourma dans le but de permettre à cette région et aux acteurs locaux de prévenir les crises plus efficacement et d'améliorer la résilience, les moyens de subsistance et la revitalisation économique. Le PC a été développé en tant que programme phare de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) et du Plan de Soutien des Nations Unies pour le Sahel (UNSP) en réunissant huit agences onusiennes, à savoir BIT, CEA, HCDH, ONUDC, ONU FEMMES, PNUD, UNESCO et UNICEF sous la coordination de l'ALG. Le

document de projet triennal du PC a ensuite été approuvé par le Conseil des ministres du LG et a reçu un financement de SIDA à hauteur de 79.9M SEK et ensuite de la République de la Corée pour 1 million USD.

Le PC et chacun de ses résultats entrent dans le cadre des PNUAD (Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide de Développement) des trois pays du Liptako-Gourma comme indiqué à travers les axes ci-dessous.

<b>Cohérence avec les Axes PNUAD des trois pays du Liptako-Gourma</b>	
Burkina Faso	<p><b>a.</b> Renforcer l'efficacité des institutions, assurer l'accès équitable à la justice pour tous et promouvoir l'Etat de Droit</p> <p><b>b.</b> Créer les conditions pour une agriculture durable en vue de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle &amp; alimentaire et renforcer la résilience des populations</p> <p><b>c.</b> Prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences</p>
Mali	<p><b>Axe 1 :</b> Paix, Sécurité et Réconciliation nationale</p> <p><b>Axe 2 :</b> Gouvernance</p> <p><b>Axe 3 :</b> Accès aux services sociaux de base</p> <p><b>Axe 4 :</b> Croissance inclusive et développement durable</p>
Niger	<p><b>Priorité Stratégique 1.</b> Résilience</p> <p><b>Priorité Stratégique 2.</b> Gouvernance, paix et sécurité</p> <p><b>Priorité Stratégique 3.</b> Développement Social et Dividende Démographique</p>

Le PC a été mis en œuvre selon les domaines d'intervention suivants qui sont alignés avec le Plan de Support des Nations Unies pour le Sahel (UNSP) :

- **Priorité 1 :** « Promotion de la coopération transfrontalière pour la stabilité & le développement » - La promotion de cadres institutionnels et légaux pour une meilleure coopération transfrontalière
- **Priorité 2 :** « Prévention et résolution des conflits, l'extrémisme violent et le crime ; et la promotion de l'accès à la justice, des droits humains et l'état de droit » - Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptako-Gourma sont opérationnels et renforcés
- **Priorité 3 :** « Promotion de la croissance inclusive et équitable et de l'accès aux services sociaux de base » - Relèvement rapide et stabilisation de la société
- **Priorité 4 :** « Renforcement de la résilience au changement climatique et réduction de la pénurie de ressources naturelles, la malnutrition et l'insécurité alimentaire »

## II. Évaluation des résultats du Programme

### i) *Rapport descriptif des résultats:*

- **Résultats (outcomes):**

Du fait de son soutien au renforcement de la capacité institutionnelle de l'ALG, le PC a contribué à une meilleure coopération transfrontalière dans la région (**Résultat 1**). Par exemple, le cadre de concertation des Gouverneurs de la région du Liptako-Gourma, soutenu par le PC, permet aux trois pays d'échanger et de partager les informations liées à la gouvernance transfrontalière pour la paix et la sécurité régionale.

Le PC a pris une double approche en apportant un soutien à la fois aux autorités nationales et locales, ainsi qu'aux communautés locales, afin d'améliorer les conditions propices à une gestion pacifique des conflits, à une meilleure prise en compte des droits humains et à la prévention de l'extrémisme violent (**Résultat 2**). Le PC a ainsi entrepris des sensibilisations et des formations des autorités et communautés locales sur la question de la prévention et la résolution des conflits ; a appuyé la coordination civilo-militaire afin de renforcer la connaissance des parties prenantes sur la protection des droits humains et du droit humanitaire ; et a apporté

une assistance technique visant à renforcer l'administration pénitentiaire afin de lutter contre l'extrémisme violent. Le PC a pu renforcer le rôle des femmes en tant qu'agents de changement en les mettant au centre des initiatives pour la prévention et la gestion des conflits communautaires (et non simplement comme groupes vulnérables à protéger).

Le PC s'est focalisé sur le renforcement de la résilience et l'inclusion des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur et l'économie locale. Cette approche, consistant à des formations professionnelles sur la base des diagnostics et la remise des équipements productifs, a permis au PC d'apporter un soutien aux communautés vulnérables afin qu'elles puissent faire face aux différents chocs socioéconomiques (**Résultat 3**). A titre d'exemple, le PC a soutenu une initiative pilote par la création de coopératives pour la production de moringa menée par des femmes et des jeunes.

Le PC a contribué au renforcement des capacités des autorités locales et des communautés en matière de changement climatique et de conflits liés à la gestion des ressources naturelles (**Résultat 4**). Les bénéficiaires ont été familiarisés avec les politiques nationales régissant la gestion, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles.

- **Produits (outputs):**

**PRODUIT 1 : Les capacités de l'ALG sont renforcées afin de coordonner et de promouvoir une approche factuelle des politiques, y compris le partage d'information - l'institution a les compétences requises pour s'acquitter de ses fonctions essentielles conformément au mandat renouvelé pour améliorer la coopération transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma**

Le **PNUD** a apporté son soutien à l'ALG pour renforcer son institution avec les compétences et les capacités requises pour mener à bien ses fonctions principales conformément au mandat renouvelé d'améliorer la coopération transfrontalière dans la région de Liptako-Gourma. Ce soutien comprenait l'achat de deux véhicules, d'ordinateurs et des systèmes SIG, ainsi que des formations techniques.

Le PC a appuyé le renforcement de la capacité institutionnelle de l'ALG afin qu'elle puisse assumer ses fonctions de coordination. Le cadre de concertation des Gouverneurs de la région du Liptako-Gourma est désormais actif et opérationnel et permet les échanges et partages d'information dans de divers domaines. Ainsi, la troisième rencontre des Gouverneurs des régions frontalières du Liptako-Gourma s'est tenue du 11 au 12 août 2021, à Ouagadougou au Burkina Faso, sous la présidence de Madame la Ministre déléguée auprès du Ministre d'Etat, le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, chargée de la décentralisation du Burkina Faso.

Le PC a appuyé le parachèvement de la réforme institutionnelle de l'ALG en finançant le recrutement d'un consultant pour la relecture des projets de Document d'Orientation de la Politique (DOP) et de la Stratégie d'Intervention et l'élaboration du plan d'action prioritaires 2022-2026 ainsi que le financement d'une étude complémentaire sur la mise en place de mécanisme de ressources propres de l'ALG.

Dans le cadre du renforcement des capacités de l'ALG en matière d'analyse prospective et de gestion des données en aide à la prise de décision politique fondée sur des données factuelles, la **CEA** a apporté un appui à l'ALG pour la mise à disposition d'un rapport d'analyse sur le profil socio-économique de la région de Liptako-Gourma. Cette étude a été entreprise à la demande des États membres et a impliqué la collecte de données et le renforcement des capacités des trois services statistiques des États membres. Par ailleurs, afin de pérenniser la veille et le suivi des progrès et performances socioéconomique dans la région, l'appui de la **CEA** a permis de mettre à la disposition du Secrétariat de l'ALG une base de données socioéconomique en ligne ainsi qu'une esquisse de protocole pour sa gestion et la pérennisation de l'exercice.

Une micro-évaluation de l'ALG a également été effectuée en 2020 dans le cadre du PC pour évaluer de manière complète les capacités institutionnelles de l'organisation en matière de gestion financière et des programmes, la structure organisationnelle et la gestion du personnel, les politiques et procédures comptables, la gestion des immobilisations et des stocks, la production des rapports financiers et de suivi ou encore la passation des marchés et la gestion des contrats. Sur la base de cette évaluation, l'ALG a été en mesure, pour la première fois, de recevoir et de comptabiliser de manière adéquate les transferts de fonds pour les activités convenues. Il s'agit d'un pas important vers une responsabilisation fiduciaire et vis-à-vis des résultats.

**PRODUIT 2 : Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptako-Gourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Les communautés transfrontalières ont accès à un système de justice criminel ; des mécanismes d'assistance sont disponibles pour les victimes**

Le PC a apporté un soutien efficace pour assurer une meilleure coordination civilo-militaire. Le **HCDH**, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a ainsi organisé des ateliers de renforcement des capacités à Bamako et à Niamey en mars 2022, dans le but de partager les bonnes pratiques en matière de coordination civilo-militaire. À l'issue de ces ateliers de formation, une grande variété d'acteurs (plus de 70 dans les deux pays) avec des mandats et des politiques opérationnelles variés ont été mobilisés pour concrétiser des approches harmonisées et un cadre d'engagement commun dans les interventions civilo-militaires. Les ateliers ont donc permis d'entreprendre une analyse approfondie des rôles et des capacités liés aux interventions humanitaires, et de mobiliser tous les participants - militaires, humanitaires, autorités locales, et organisations de la société civile - impliqués dans la coordination civilo-militaire, autour des différentes approches, et perspectives pour mener des actions avec un meilleur impact à court et moyen termes sur la vie des populations affectées par les différentes crises sécuritaires et humanitaires.

Toujours en matière de coordination civilo-militaire, le **PNUD**, en collaboration avec la MINUSMA, a mené un dialogue civilo-militaire à Koro et Douentza dans la région de Mopti afin d'améliorer la coopération militaire et civile pour les activités de subsistance, notamment pour les femmes de la communauté. Le dialogue a depuis amélioré les possibilités pour les membres des communautés qui bénéficient des projets à impact rapide (QIP- Quick Impact Projects) de la Minusma de protéger les civils à travers leurs activités de subsistance.

Le PC a contribué à la coopération dans les zones transfrontalières du Liptako-Gourma au Burkina Faso et au Niger avec des sessions de sensibilisation et de formation organisées par le **HCDH** sur la valeur ajoutée du respect des droits de l'homme à une coopération transfrontalière apaisée à l'attention de diverses autorités locales dans ces deux pays. Ont bénéficié de ce renforcement de capacités au Niger, le gouverneur de la région de Tillabéri et 5 conseillers régionaux, les préfets de 13 départements, les maires de 20 communes avec un total de 7 femmes parmi ces autorités locales. Au Burkina Faso, ces activités de renforcement de capacités des autorités locales sur la valeur ajoutée du respect des droits de l'homme à une gestion apaisée de la coopération transfrontalière ont eu lieu respectivement à Manga et Koudougou et ont bénéficié au total 74 autorités locales (dont 20 chefs traditionnels et religieux) y compris 3 femmes, représentant 39 communes transfrontalières.

Ainsi, les autorités locales et les communautés de ces pays, le Burkina Faso et le Niger ont été dotées de compétences nécessaires en droits de l'homme et gestion pacifique de la coopération transfrontalière afin de mieux prévenir et gérer pacifiquement les conflits en appliquant les meilleures pratiques de justice institutionnelle, en particulier dans les zones où il n'existe pas de structures étatiques. Les chefs traditionnels ont également été sensibilisés et formés sur les rôles et mandats des forces de défense et de sécurité (FDS) et des autres acteurs du système de justice pénale. Ces sessions de sensibilisation et de formation ont permis d'améliorer leur compréhension pour un meilleur engagement au nom des communautés. Grâce à ces activités, le HCDH a pu renforcer la compréhension des communautés et chefs traditionnels quant à leurs droits et recours disponibles ainsi qu'aux rôles des différents acteurs afin de promouvoir la gestion pacifique des conflits par la justice institutionnelle.

En outre, le PC a aussi facilité, grâce aux activités du **HCDH** au Burkina Faso et au Niger, un meilleur accès à la justice notamment aux voies de recours et une meilleure distribution de la justice en rapprochant la justice du justiciable et par conséquent, à l'édification de l'état de droit, gage de paix, de sécurité et de développement. A cet effet, au Burkina Faso, des sessions de sensibilisation ont eu lieu à Fada N'Gourma, Tenkodogo, Manga, Ziniare, Kaya et Ouahigouya à l'attention de plus de 300 personnes dont environ 42% de femmes. Le public cible était constitué de membres des administrations locales (Gouvernorat, tribunal de grande instance, forces de défense et de sécurité, etc), des organisations de défense des droits de l'homme, des associations de femmes, de personnes handicapées, de personnes déplacées internes, des leaders communautaires et religieux ainsi que des agences des Nations Unies (PNUD et ONUDC). Cette activité a également permis de mettre à jour une cartographie des acteurs en charge de la promotion et de la défense des droits de l'homme dans la région du Liptako-Gourma au Burkina Faso. Au Niger, des consultations avec les autorités locales compétentes suivies d'un atelier diagnostique sur les obstacles liés à l'accès à la justice, ont été organisés par le HCDH à Tillabéri. L'atelier qui a rassemblé 26 participants dont 8 femmes, du système judiciaire, des jeunes (05), des forces de défense et de sécurité (05), des leaders communautaires (05) et des magistrats (03), a identifié entre autres défis liés à l'accès à la justice, le contexte sécuritaire dans certaines zones et la crainte de représailles puis, faire des recommandations en conséquence.

De même, Le **HCDH** a appuyé les Commissions nationales des droits de l'homme au Burkina Faso et au Niger pour accéder aux communautés et documenter plusieurs cas de violations des droits de l'homme et d'abus dans le cadre de missions d'enquêtes et de suivi des violations sur le terrain. Au Burkina Faso, il s'agit de 06 missions sur le terrain ayant permis de relever 28 cas de diverses violations référencées aux autorités compétentes dans les localités de Fada N'Gourma, Tenkodogo, Manga, Kaya, Ouayigouya et Ziniare. Ces cas concernent plus de 60 personnes dont 08 femmes et 04 enfants et se répartissent entre autres en cas d'atteintes à la vie (02), d'exécutions extrajudiciaires (03), de détention arbitraire (04), de violences sexuelles (04), de disparition forcée (05), de torture (01). Au Niger, 05 missions sur le terrain ont permis la vérification du fonctionnement conformément aux normes internationales des droits de l'homme de 02 centres de détention, 12 unités d'investigation, 04 camps de réfugiés et 07 camps de déplacés internes dans les localités de Gothèye, Torodi, Ayerou, Ouallam et Tera. Dans cette dernière localité de Tera, les capacités du mécanisme existant d'alerte précoce ont été renforcées. Ainsi, cette mission de monitoring a permis constater et de référer aux autorités compétentes des cas de violations dans les localités visitées notamment le droit à l'éducation avec plus 70% des écoles fermées, plus de 20.000 élèves sans scolarité, le droit à la santé avec des centres de santé fermés et, plus de 100.000 PDI et 40.000 réfugiés maliens dans les quatre localités visitées. Des cas d'atteintes au droit à la vie (09), de disparitions forcées (02), de viol sur mineures (02) et bien d'autres ont été documentés. En outre, le **HCDH** et l'**UNESCO** ont entrepris conjointement une campagne massive de sensibilisation à la paix et aux droits humains dans la région du Liptako-Gourma. La campagne a été menée par le biais de réseaux de radios communautaires clés qui ont été spécifiquement formés conjointement par l'UNESCO et le HCDH. Les réseaux radiophoniques comprenaient des réseaux importants tels que Koura Radio, Jamana, radio Guinta, Radio Saghan ainsi que l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL) qui regroupe environ 171 réseaux radiophoniques. Selon les estimations, la campagne a touché plus de 300,000 personnes dans les communautés frontalières par le biais de ces réseaux radiophoniques.

Dans le cadre de l'assistance technique visant à renforcer l'administration pénitentiaire dans la région du Liptako-Gourma au Burkina Faso, et en particulier dans la province du Sinaï, l'**ONUDC** a entrepris une activité de renforcement du renseignement pénitentiaire pour lutter contre l'extrémisme violent dans la région. À cet égard, l'**ONUDC** a fourni un appui technique à la Direction du renseignement militaire et à la Direction de l'administration pénitentiaire, pour élaborer un avant-projet de cadre réglementaire et juridique du renseignement. L'objectif de ce cadre juridique a été de suppléer le décret portant création de la Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP), qui fait référence au renseignement pénitentiaire sans en préciser les principes, l'organisation et les compétences. Avec ce nouveau cadre juridique sur le renseignement adopté, la DGAP est désormais qualifiée pour être intégrée dans le réseau élargi de la

communauté mondiale du renseignement en tant qu'actrice clé de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au Burkina Faso.

En 2022, l'**ONU DC** a poursuivi ses activités d'assistance technique auprès de l'administration pénitentiaire dans la zone du Liptako-Gourma dans le domaine de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. En mai 2022, l'**ONU DC** a dispensé à Niamey (Niger) deux sessions de formations pour 25 agents pénitentiaires (5 personnels de la Direction générale de l'administration pénitentiaire, 10 directeurs de prison et 10 directeurs de la sécurité en prison). La première formation portait sur les techniques de renseignement pénitentiaire et la deuxième consistait en une formation sur l'extrémisme violent, la détection des signes de la radicalisation et l'importance de la sécurité dynamique pour prévenir ces phénomènes. Ces deux formations avaient pour objectif de renforcer les connaissances des agents pénitentiaires nigériens sur le phénomène de la radicalisation en prison et leurs capacités à la prévenir via l'application des principes de sécurité dynamique et des techniques de renseignement pénitentiaire. A l'issue de ces formations, les compétences des agents ont été renforcées et la Direction générale de l'administration pénitentiaire est capable de mettre en place une cellule de renseignement pénitentiaire afin d'améliorer la sécurité préventive dans les prisons.

**ONU FEMMES** a permis au Mali (cercles de Koro et Douentza), l'accès à un appui psychosocial de 120 femmes et filles survivantes de violences basées sur le genre (VBG) et la prise en charge des besoins urgents de 60 d'entre elles, à savoir les besoins de première nécessité (habits, nourriture, soins médicaux, logements, transports pour le déplacement vers les centres de prise en charge psychosociaux). Les bénéficiaires ont également été informées et sensibilisées sur les méthodes préventives contre la COVID-19.

Au Niger et plus particulièrement à Bankilaré et Téra, 80 femmes et filles survivantes de VBG ont bénéficié d'une prise en charge holistique au sein des espaces de cohésion sociale. Cette prise en charge s'est faite à travers la mise en place des comités d'appui psychosocial, mais également des ateliers communaux qui ont regroupé l'ensemble des personnes ressources qui interviennent dans l'identification, le référencement et la prise en charge psychosociale et médicale des survivantes des VBG. Dans cette même perspective, ces femmes survivantes et les femmes médiatrices des deux communes d'intervention ont été appuyées en vue de leur relèvement économique à travers des formations dans l'extraction d'huile d'arachide et la production des produits cosmétiques tels que le savon, la vaseline et les parfums. Elles ont également été équipées en matériels pour développer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) collectives au niveau des espaces de cohésion sociale.

Au Burkina Faso, exploitant les interactions communautaires développées lors des causeries sur les VBG, un cadre de référencement pour une prise en charge holistique des survivantes de VBG a été mis en place dans les communes de Thiou, Titabé, Tankougounadié. Au total 121 femmes victimes composés de 15 dans la commune de Titabé, 60 femmes dans la commune de Tankougounadié et 46 femmes à Thiou, ont bénéficié d'une prise en charge. Bien que chaque session soit différente l'une de l'autre, notamment en raison du caractère sensible et individuel de chaque cible, il ressort que les sessions avec le psychologue ont été une première solution face aux problématiques notamment psychologique.

Afin de renforcer les capacités des femmes sur la prévention, gestion et résolution des conflits, **ONU FEMMES** a également conduit l'élaboration de 27 campagnes de sensibilisation dans la zone d'intervention du PC. Ainsi, au Mali, 10 campagnes d'informations et sensibilisations ont été menées par l'équipe du projet dans les cercles de Koro et Douentza. Ainsi 2920 personnes dont 2377 femmes, 50 jeunes et 493 hommes ont acquis des compétences en matière d'élimination des VBG et ont accru leur connaissance des causes et des conséquences des VBG sur la vie des victimes. Ces personnes vont continuer à sensibiliser et mobiliser les communautés contre ce fléau. Ces campagnes de sensibilisation ont été diffusées à travers deux radios locales, en trois langues (Bambara, Peuhl et Dogon). Ainsi, 358 638 personnes ont été touchées par ces messages dans les deux cercles.

Au Niger, 15 campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale, le genre, le respect et la protection des droits des femmes et des filles ont été organisées à Bankilaré et Téra. Plusieurs acteurs locaux ont été mis à contribution pour diffuser des messages de paix et de cohésion sociale notamment le conseil national de la

jeunesse. Pour toucher un plus grand auditoire, ces messages de sensibilisation ont été menés au sein des villages et lors des événements sociaux. Ainsi, les communautés ont été sensibilisées sur l'élimination des VBG, la prévention et la gestion des conflits, la médiation et culture de la paix, la promotion des droits des femmes et le leadership féminin.

Au Burkina Faso, 2 campagnes de sensibilisations ont été menées avec l'appui des médiatrices communautaires et des personnes formées afin d'aider à prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes dans les communes de Tankougounadié, Thiou et Titabé. Ainsi, 187 diffusions ont été élaborées dans les radios nationales et communautaires, en Français, moore et fulfulde. 6 visuels de sensibilisations ont également été conduits à travers les réseaux sociaux, durant les 16 jours d'Activismes. Des messages de sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale ont été diffusés 20 fois à la Télévision Nationale du Burkina Faso et des campagnes de plaidoyer ont été menées auprès des autorités locales et chefs coutumiers.

**PRODUIT 3 : Les capacités des autorités et des communautés locales sont renforcées en matière de réconciliation et de cohésion sociale, prévention et de gestion des conflits, de prévention de la radicalisation dans les zones transfrontalières du Liptako-Gourma**

En 2021, l'ONUDD a réalisé une évaluation sur les systèmes d'alerte précoce dans les pays du Liptako-Gourma. Les nombreuses rencontres menées avec les différents interlocuteurs de l'alerte précoce et de la gestion de crise dans les pays, notamment avec le West African Network for Peacebuilding (WANEP) au Burkina Faso et au Mali, le Secrétaire Exécutif de l'ALG, le Conseil de Sécurité National Mali, l'Agence Nationale de Renseignement Coopération (ANR) au Burkina Faso, ainsi que le Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce (CSAMAP), ont révélé des opportunités d'amélioration en termes des opérations. Certaines ONG se sont particulièrement distinguées par la structuration de leurs actions sur le terrain. Les consultations ont révélé la nécessité de définir un mécanisme de gouvernance d'alerte précoce sur les trois frontières. Dans ce contexte, il a été évoqué que l'ALG pourrait faciliter ce processus en assumant un rôle fort de coordination entre les trois pays. Par ailleurs, la collaboration et la coordination entre les centres de gestion de crise et les acteurs de l'alerte précoce (y compris les acteurs privés) ont été identifiés comme l'un des principaux défis pendant les consultations. Une des priorités identifiées par cette évaluation est de se concentrer sur le besoin de renforcement des capacités des acteurs de l'alerte précoce en définissant le rôle de chaque acteur (de l'analyste aux acteurs de terrain, en passant par les relais institutionnels et non-institutionnels).

À la suite de cette étude, l'ONUDD a effectué en octobre 2022 au Niger une mission de suivi visant à renforcer la prise en compte de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la radicalisation dans les systèmes d'alerte précoce et mécanismes de gestion de crise. La mission a permis de discuter de la mise en place d'un comité de pilotage national pour le mapping des initiatives dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la radicalisation. Elle a aussi permis de renforcer les liens et la collaboration entre le centre national d'alerte précoce (CNAP), le centre national d'études stratégique et sécuritaires (CNESS) et les organisations de la société civile travaillant sur ces thématiques. De plus, elle a sensibilisé les acteurs susmentionnés sur la nécessité de renforcer la prise en compte du genre et de l'agenda "Femmes, Paix et Sécurité" et la dimension transnationale dans ces domaines. Cette mission de suivi a constaté que la problématique de l'alerte précoce fait l'objet de différentes interprétations de la part des différents experts sollicités. D'autre part, elle a confirmé que les systèmes d'alerte précoce et les centres d'études stratégiques devraient renforcer leur leadership pour développer des approches holistiques et inclusives en matière d'anticipation et de réaction aux crises dans l'espace sahélo-saharien.

Afin de poursuivre l'objectif de lutte contre l'extrémisme violent et de promotion de la cohésion sociale, l'UNESCO a organisé en novembre 2021 une série d'ateliers de formation nationaux au Burkina Faso, au Mali et au Niger, et un atelier régional au Mali, pour former 90 journalistes (dont 33 femmes) des médias

locaux et communautaires au traitement de l'information sensible aux conflits. Les 38 médias bénéficiaires provenaient des localités de Fada Ngourma dans la région de l'Est au Burkina Faso, Gao au Mali, et Tillabéri au Niger. Les modules de formation ont permis d'outiller les journalistes sur les techniques de conception et de production de contenus radiophoniques destinés à la prévention/résolution de conflits, ainsi que sur les méthodes de traitement de l'information sensible au conflit pour renforcer la cohésion sociale et promouvoir la paix. A l'issue du programme de formation, le coaching des stations de radio bénéficiaires, en matière de production de contenus radiophoniques, leur a permis de produire et diffuser, pour la période concernée, environ 50 contenus dans diverses langues locales et portant sur une variété de causes de conflits communautaires dont la pression démographique, la gouvernance, l'intolérance religieuse, les enlèvements des femmes, l'insécurité, les litiges fonciers, la déforestation, les pratiques d'agriculture et d'élevage non durables, la dégradation des terres et la désertification du fait de la sécheresse qui ont un impact sur les moyens de subsistances, entre autres. Afin d'accompagner ces médias dans la production d'une information de qualité, l'**UNESCO** a procédé à l'acquisition de matériels et équipements informatiques en fonction des besoins recensés auprès des radios communautaires. Les cérémonies officielles de passation se sont tenues respectivement au Niger, au Mali et au Burkina Faso, en présence des autorités locales et des bénéficiaires.

L'**ONU-FEMMES** a renforcé les capacités au total de 259 femmes médiatrices de paix. Au Mali, 60 femmes médiatrices volontaires formées pour la paix ont développé des activités de médiation, prévention, gestion et résolution des conflits dans les cercles de Koro et Douentza. Ainsi, 06 conflits majeurs (03 conflits conjugaux, 01 conflit intercommunautaire, 01 conflit foncier et 01 conflit familial) ont été résolus grâce aux actions de médiation des femmes médiatrices dans les communes de Dioungani et Koro (Cercle de Koro). Dans le cercle de Douentza, les femmes médiatrices ont résolu 3 cas de conflits dont 2 conjugaux et une entre une association féminine et un réseau de femmes.

Au Niger, 139 femmes médiatrices ont été identifiées et formées sur les questions de prévention et de gestion des conflits, la médiation et la culture de la paix, la promotion des droits des femmes, l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles ; la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Ces dernières participent activement aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits. Aux côtés de ces femmes médiatrices, 21 leaders communautaires et représentant-e-s des services techniques ont bénéficié de formations sur les mêmes thématiques et contribuent à la cohésion sociale et la culture de la paix dans les deux communes Bankilaré et Téra. Notons aussi que les médiatrices des deux communes participent à l'animation des débats radiophoniques sur la sensibilisation pour l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG), la culture de la paix et la scolarisation de la jeune fille. Ces émissions sont organisées par les radios communautaires et diffusées sur les ondes, pour atteindre le maximum d'auditeurs dans la zone d'intervention du projet.

Au Burkina Faso, 60 médiatrices communautaires issues de 30 organisations féminines ont bénéficié d'une formation théorique ponctuée de cas pratiques sur les techniques de médiation durant les conflits, dans la zone du Liptako Gourma. Sur cette base, 40% des médiatrices sont de la commune de Thiou, 32% à Tankougounadié et 28% à Titabé. Ainsi, ces femmes formées ont acquis de solides compétences pour utiliser la négociation et la médiation comme technique de résolution des situations conflictuelles dans la zone des trois frontières. Surtout, elles disposent d'un fort impact au niveau communautaire à travers des messages de paix véhiculés au sein de leurs familles, de leur entourage direct et dans l'ensemble de la communauté.

**ONU FEMMES** a également accompagné la construction et l'opérationnalisation de sept (7) cases de paix à Koro et Douentza (Mali) puis à Bankilaré et Téra (Niger) pour la résolution des conflits par médiation, initier les dialogues de paix et pour aborder les questions cruciales de l'autonomisation des femmes et de la violence basée sur le genre. Les cases de paix servent de cadre de recueillement mais également d'espaces de médiation face aux conflits intercommunautaires. Elles permettent aux femmes de contribuer à la Paix et au vivre ensemble et de développer d'une part leur leadership en matière de paix et de réconciliation et d'autre part d'initier des initiatives économiques.

Au Mali, 04 dialogues communautaires ont été organisés, respectivement dans les communes de Dioungani, Koro (Cercle de Koro) et Hombori, Mondoro (Cercle de Douentza) avec la chefferie traditionnelle, les autorités communales, les femmes leaders et les jeunes leaders, sur les typologies de conflits, les causes de

conflits dans leurs zones ainsi que leurs conséquences. Environ 75 cas ont été jugés par les médiateurs dans les communautés de Koro, Douentza, Bankilare et Tera.

Au Niger, les deux (2) espaces de cohésion sociale construits dans les deux communes (Téra et Bankilaré) servent de cadre pour la réalisation des activités génératrices de revenus pour les femmes médiatrices ; constituent un espace où les femmes survivantes de VBG reçoivent une première assistance et des informations nécessaires pour une prise en charge holistique, puis sont des points de rencontres, d'échanges et de sensibilisation sur les questions de paix et de sécurité.

Au Burkina Faso, la construction des cases de paix n'a pas été intégrée dans le plan de travail avec le partenaire de mise en œuvre (WANEP) et n'a pas pu être réalisée suite à la situation sécuritaire. Cependant, des débats mensuels ont été organisés sur le « vivre ensemble en paix » soit 12 dialogues communautaires, qui ont permis de sensibiliser un total de 1277 participants dont 1010 femmes dans les communes ciblées du projet (Tankougounadié, Thiou et Titabé).

**PRODUIT 4 : Les communautés vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, sont mieux outillés à travers la formation vocationnelle pour l'emploi ; et ont un accès accru aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus**

Plusieurs études ont montré que l'agrobusiness offre un énorme potentiel de génération de revenus pour les femmes et les jeunes de la région. Les cultures à fort potentiel sont le moringa et plusieurs variétés de grains et de céréales. Ainsi, le **PNUD** a soutenu une initiative pilote par la création de coopératives de femmes et de jeunes pour l'agrobusiness. Pour comprendre le potentiel de la production de moringa dans la région, une étude a été menée par la Direction régionale de l'agriculture. Il a été constaté que l'augmentation de la production de moringa permettrait de créer de nombreuses possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes, leur offrant des opportunités de revenus qui réduisent la probabilité qu'ils soient recrutés par des groupes extrémistes armés. Dans les communes de Tillabéri, 350 femmes et jeunes membres de coopératives ont bénéficié d'un soutien sous la forme de plateformes de transformation pour la production de bout en bout de la chaîne de valeur du moringa et des produits de cultures maraîchères multiples.

L'**UNICEF**, en partenariat avec l'ONG malienne IMADEL et la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDSES) de Mopti, a soutenu la mise en œuvre de 137 (sur une cible initiale de 120) microprojets au profit de 137 jeunes et femmes déplacés des cercles de Koro, Douentza et Mopti, leur permettant de renforcer leur résilience et leurs capacités à répondre à leurs besoins, tout en se réintégrant dans l'économie locale.

En poursuivant les objectifs du PC et en encourageant les interventions multiples dans les mêmes localités, l'UNICEF a réhabilité 10 points d'eau dans diverses communautés, dont 5 à Douentza et 5 à Koro, permettant à environ 4,000 bénéficiaires directs d'avoir un accès durable à l'eau potable. Dans la région du Sahel du Burkina Faso, l'UNICEF a acquis et déployé 10 tentes classes dans la commune de Dori pour l'éducation de 600 enfants déplacés dont 49.8% filles des communes de Seytenga, Dori, Falagountou et Sampelga. En plus, les 10 écoles ont bénéficié d'activités de promotion de l'hygiène menstruelle et 8 ont été dotées de nouvelles latrines séparées filles/garçons et prenant en compte les personnes vivant avec un handicap par l'approche ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté). Un total de 13,053 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (6,253 filles et 6,800 garçons) ont été pris en charge au Niger, représentant 53% du nombre total de cas dans cette zone d'intervention, le double de la cible des 20% du projet. Sur la période considérée, les indicateurs de performance (92 % de guérison ; 2 % de décès) sont conformes aux normes SPHERE (guérison >75 % ; décès < 3 % et abandon < 15 %). Tous les autres aspects de la gestion des cas de malnutrition, y compris les médicaments essentiels, le suivi du programme et les fournitures ont été couverts par les ressources internes de l'UNICEF.

Afin de promouvoir l'employabilité et l'autonomie des femmes et des jeunes, à travers le développement de compétences transversales clés, l'**UNESCO** a facilité la formation de 1,216 jeunes et femmes (dont 523 jeunes femmes) en présentiel et sur une plateforme digitale. Dans ce cadre, 182 femmes et jeunes de Ouahigouya,

Kaya et Fada N'Gourma au Burkina Faso ont bénéficié d'une formation en présentiel sur le développement de compétences organisationnelles, communicationnelles et numériques. De même, l'**UNESCO** a développé une plateforme digitale pour leur permettre d'acquérir des compétences entrepreneuriales et digitales. Ainsi, 1,034 jeunes et femmes ont été formés sur la plateforme numérique dans la région du Liptako-Gourma, dont 341 au Mali (Bankass, Douentza, Koro, Mopti et Sévaré) ; 357 au Niger (Kama, Kollo, Say, Tillabéri et Torodi) et 336 au Burkina Faso).

En outre, l'**UNESCO** a organisé des camps de jeunes à Mopti (Mali) et à Niamey (Niger) pour renforcer les capacités de 71 jeunes femmes et hommes dans le but d'en faire des relais pour la promotion des compétences transversales au sein de leurs communautés.

Grâce aux efforts dans le cadre de ces interventions, le **BIT** a pu former 300 jeunes (178 femmes et 122 hommes). Sur les 300 jeunes formés, 200 ont été formés à la production et à la conservation des pommes de terre, des oignons et des tomates et 100 ont été formés à l'enrichissement des bovins et des ovins. Le PC a également contribué à l'acquisition d'outils agricoles et d'élevage. Ainsi, 300 kits ont été offerts aux participants à la formation par le BIT. Ces kits ont permis aux participants de s'engager dans l'entrepreneuriat et d'autres activités génératrices de revenus. Les kits agricoles comprennent des brouettes, des pioches, des houes, des arrosoirs, des pioches, des gants et des râteaux. Les kits d'élevage comportent des casseroles, des seaux, des abreuvoirs, des mangeoires, des balais et des pelles.

Le **BIT** a également effectué une étude diagnostique pour identifier et mettre en œuvre des opportunités de formation professionnelle à court terme au profit de 300 jeunes. L'étude intitulée : « Étude diagnostique des opportunités pour la mise en œuvre des formations professionnelles de courte durée dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma » a identifié plusieurs besoins en matière de formation professionnelle de courte durée, tels que le maraîchage, l'élevage, le commerce électronique, la santé et sécurité au travail, le marketing, etc.

Dans les trois localités ci-dessus citées, le **BIT** et l'**UNESCO** ont conjointement assuré la formation des jeunes. Le BIT s'est investi dans la formation professionnelle et entrepreneuriale et l'**UNESCO**, quant à elle, a développé des modules de formation visant les compétences transversales.

#### **PRODUIT 5 : les capacités techniques et opérationnelles des départements de l'éducation dans les zones du Liptako-Gourma sont améliorées et adaptées aux situations de crise et à la gestion des risques**

L'**UNESCO** a soutenu l'ALG dans la réalisation d'un « Etat des lieux et identification des besoins dans les écoles et les établissements de l'éducation non-formelle et formelle dans les zones frontalières cibles ». L'étude visait à comprendre l'état des écoles et des établissements de l'éducation formelle et non-formelle, et d'identifier les besoins des élèves et des enseignants dans les écoles et établissements formels ainsi que dans les centres d'alphabétisation et dans d'autres structures éducatives non-formelles. Les résultats montrent le faible taux de scolarisations aussi bien au préscolaire et au primaire qu'au post-primaire et secondaire, qui s'explique essentiellement par l'insécurité, les conditions de vie précaires des parents et le manque d'infrastructures d'accueil.

L'étude a été menée dans les localités de Dori et Fada N'Gourma au Burkina Faso, Tera et Ayorou au Niger et Bandiagara, Koro et Sofara au Mali. Un webinaire de restitution du rapport a été effectué en présence des Secrétaires Permanents des frontières du Mali, Niger, Burkina Faso et des membres des Ministères de l'éducation de ces pays. Les représentants du ministère du Niger ont exprimé le souhait de diffuser plus largement les résultats de l'étude et qu'ils souhaitaient que l'**UNESCO** et l'ALG organise un atelier de partage pour les acteurs locaux concernés. L'ALG et l'**UNESCO** sont à la recherche de financement pour pouvoir réaliser cette proposition.

En collaboration avec les Académies d'Enseignement (AE) de Mopti et Douentza, l'**UNICEF** a facilité la construction de 40 Espaces d'Apprentissage Temporaires (EAT), dont 15 dans le cercle de Douentza, 15 dans

le cercle de Koro et 10 dans le cercle de Mopti, ainsi que leurs équipements en tables-bancs. L'UNICEF a également appuyé le recrutement et la formation de 40 enseignants volontaires à l'approche « Safe Schools ». Les EAT ont permis à 1,538 enfants, dont 791 filles, d'accéder à l'école. Les communautés et les acteurs du milieu scolaire ont été fortement impliqués dans la mise en œuvre des activités, tant pour décider de l'emplacement des sites que pour la mobilisation de la contrepartie communautaire, assurant ainsi l'appropriation par la communauté. Les communautés se disent heureuses d'avoir bénéficié des EAT, qui ont permis d'offrir un espace d'apprentissage sécurisé aux élèves déplacés et de désengorger les écoles d'accueil préexistantes. Cependant, il est demandé aux communautés d'assurer un suivi constant de ces EAT afin qu'ils soient durables et rentables.

Au Burkina Faso, 272 enseignants dont 109 femmes et 120 membres de communautés (dont 33 femmes) ont été formés avec l'appui de l'UNICEF sur l'approche Safe Schools, l'appui psychosociale, l'éducation à la paix et l'éducation aux risques des mines. Au total, 94 écoles sur plusieurs sur une cible de 60 écoles planifiées ont été couvertes. Les activités de formations ont permis à 16,147 élèves dont 8,045 filles des 94 écoles d'accéder aux classes mettant en œuvre les protocoles de sécurité et les standards des écoles de qualité amies des enfants. L'augmentation de la cible des personnes formées est due au changement de statut de la plupart des enseignants qui sont devenus entre temps des résidents à Dori, aux économies réalisées sur les classes temporaires et aux fluctuations des cours du dollar. Ceci est une grande contribution à la fidélisation du personnel enseignant, un élément important de renforcement du système national et communautaire.

**PRODUIT 6 : les autorités locales ainsi que les communautés bénéficient d'appui logistique et les formations requises pour faire face aux chocs environnementaux et au changement climatique**

Le **BIT**, au Burkina Faso, a mis en œuvre deux projets de travaux verts à haute intensité de main-d'œuvre basés sur les technologies locales. Ces projets qui ont concerné la récupération des sols dégradés ont été exécutés dans trois villages des communes de Ouahigouya (2 villages) et de Boussouma (1 village).

Dans la commune de Ouahigouya, le village de Songondin a bénéficié de la réalisation des infrastructures suivantes :

- 1,634 demi-lunes confectionnées, correspondant à une superficie effective de 5.17 hectares,
- 192,443 poquets de zaï, sur une superficie de 5 hectares,
- 4,025 plants de reboisement mis en terre, essentiellement Acacia sénégalais et des herbacées.

Quant au village de Bogoya, Ouahigouya, les activités suivantes ont été réalisées :

- Des zaïs forestiers ont été aménagés sur une superficie de 10 hectares,
- Semis de graines d'Adansonia digitata, de Balanites aegyptiaca et de Ziziphus mauritiana, dans les poquets de zaï forestier.

Dans le village de Sambtenga, commune de Boussouma, les ouvrages ci-après ont été réalisés :

- 3 digues filtrantes construites,
- 3 diguettes en pierre construites,
- 4 diguettes en terre construites,
- 1,300 plants d'Adansonia digitata, Azadirachta indica, Acacia nilotica, mis en terre.

Le **PNUD** au Burkina Faso a fourni une formation aux communautés locales sur la cohésion sociale et la gestion des conflits liés à aux ressources naturelles. La formation a permis aux bénéficiaires de se familiariser avec les politiques nationales régissant la gestion, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles au Burkina Faso. À l'issue de la formation, les femmes et les jeunes bénéficiaires ont été présentés aux chefs communautaires et traditionnels en tant que volontaires pour la médiation des conflits liés à la gestion des ressources naturelles dans leurs communautés respectives.

En plus, l'UNESCO a apporté son soutien à un atelier de renforcement des capacités des femmes et des jeunes des localités de Dori et Seytanga au Burkina Faso et de Tillabéri au Niger sur le suivi des effets du changement climatique et la gouvernance des ressources naturelles à travers la création d'une application mobile pour la région. A la suite de ces différentes formations et mentorat, les 60 jeunes bénéficiaires desdites localités (dont 15 jeunes femmes et 15 jeunes hommes de chaque pays au Niger et Burkina Faso) ont développé deux applications mobiles dont le but est de favoriser la préservation et la gestion durable des ressources naturelles de la région. Une cérémonie de vulgarisation de ces applications mobile a été organisé au Burkina Faso et Niger, pour permettre non seulement de faire connaître cette innovation des jeunes de la région aux autorités et aux acteurs locaux, mais aussi d'expliquer son objectif, son mode de fonctionnement, et l'intérêt qu'elle apporte en termes de gestion et surveillance environnementale. L'UNESCO a ainsi soutenu les femmes et les jeunes en tant qu'acteurs clés sur lesquels il faut compter pour la promotion de la protection de l'environnement, de la paix et de la sécurité dans le Liptako-Gourma.

- *Évaluation qualitative :*

Le PC a été une initiative ambitieuse et innovante, réunissant huit agences onusiennes afin de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des conflits prolongés dans l'une des régions les plus complexes du monde. En tant que projet pilote, le PC a contribué à mettre sur pied un modèle de coopération interagence et transfrontalière. En outre, il a été utile pour faire ressortir plusieurs leçons apprises sur la gestion des programmes conjoints y compris la coordination des organisations participantes, qui sont esquissées dans la section plus bas.

Comme indiqué plus haut, le PC a enregistré d'importants résultats sous chaque résultat escompté tel qu'indiqué dans le document de programme. Cependant, la faiblesse du suivi et de l'évaluation, dès sa conception, constitue une grande lacune du programme. Le manque d'un cadre commun de résultats dument approuvé par le Comité de pilotage, en est un exemple.

De plus, à part quelques activités conjointes, le PC reste une constellation d'activités individuelles et n'a pas pu *systematiser* de manière adéquate la valeur ajoutée d'un programme conjoint. Ce point est également élaboré dans la section sur les leçons apprises.

Cela dit, une valeur ajoutée du PC a été le renforcement de la capacité de l'ALG, qui a joué un rôle prépondérant dans la coordination des structures de gouvernance du programme ainsi que la mise en œuvre du produit 1 sur la coopération transfrontalière. L'ALG, en tant que partenaire de mise en œuvre, a donc apporté une contribution incontestable à l'atteinte des résultats globaux du programme.

## ii) Évaluation axé sur les Indicateurs de Performance

Le tableau ci-dessous fournit un compte rendu de l'état de réalisation par rapport aux indicateurs et aux cibles tels qu'indiqués dans le document de projet.

Activité	Indicateur	Statut
<b>Résultat 1 : UNSP Priorité # 1 : "Promotion de la coopération transfrontalière pour la stabilité &amp; le développement" - La promotion de cadres institutionnels et légaux pour une meilleure coopération transfrontalière est assurée à travers le renforcement des mécanismes régionaux, nationaux et locaux</b>		
1.1. Renforcer les capacités d'analyse, de coordination et de gestion de l'ALG (formation en suivi et évaluation, plaidoyer, domestication des ODD, etc.) - matériels roulants et mobiliers de bureau	Les capacités institutionnelles de l'ALG sont renforcées pour une meilleure coordination des initiatives en matière de gestion des zones frontières ; ainsi qu'en suivi et évaluation Baseline : 0 Cible : 1 Revue et formation du personnel de l'ALG	ALG a été dotée de : • deux véhicules • matériel informatique pour le service de la communication • Visite de presse et réalisation d'une histoire d'intérêt humaine auprès des bénéficiaires, • Formation les procédures du PNUD
1.2. Soutenir la production du rapport annuel analytique sur la situation socio-économique et prospective	Le rapport annuel sur la situation socio-économique et prospective de la Région du Liptako-Gourma est élaboré et distribué Baseline : 0 Cible : 1- chaque deux années	Base de données socio-économique créée. <a href="http://www.alg.digital">www.alg.digital</a> La mise à jour de la base de données des indicateurs avec des données plus récentes reste un défi en raison des retards dans le recrutement de l'économiste statisticien de l'ALG.
1.3. Finalisation de la réforme institutionnelle de l'ALG ; Le document stratégique d'orientation est finalisé et le mécanisme de mobilisation de ressources est disponible	La structure de l'ALG est recalibrée et le personnel est qualifié pour bien mener ses fonctions en conformité au mandat renouvelé pour leur permettre de mieux s'adapter à la situation évoluant au niveau régional et international Baseline : 0 Cible : Tout le personnel de l'ALG	100% réalisée. Les capacités d'analyse, de coordination et de gestion de l'ALG sont renforcées (formation en Gestion des projets et programmes, domestications des ODD, des procédures du PNUD. La revue des projets de Document d'Orientation de la Politique de l'ALG et de la Stratégie d'Intervention et l'élaboration du plan d'action prioritaires 2022 2026 de l'ALG ainsi que la réalisation de l'étude complémentaire sur la mise en place de mécanisme de ressources propres de l'ALG.
1.4. Elaborer une stratégie commune de gestion intégrée des frontières et des communautés transfrontalières dans la zone du Liptako-Gourma - Conférence de validation -	La stratégie régionale de gestion intégrée des frontières et des communautés transfrontalières dans la région du Liptako-Gourma est développée et adoptée par l'ALG Baseline : 0 Cible : 1 rapport disponible	Etant donné que c'est une activité commune aux 3 pays, le PNUD Niger ne pouvait pas la conduire seul. Nous avons remplacé cette activité par la traduction de la stratégie intégrée des frontières dans les langues nationales de la zone d'intervention du Projet au Niger.
1.5. Organiser des rencontres annuelles pour renforcer la Gouvernance transfrontalière pour la paix et la sécurité régionale (Cadre de Concertation des Gouverneurs)	Le cadre de concertation des Gouverneurs de la région du Liptako-Gourma est actif et opérationnel pour permettre les échanges et partages d'information Baseline : 1 conférence tenue en 2019 Cible : 2 conférences par an	100% réalisée. Cette activité a été entièrement mise en œuvre. La troisième rencontre des Gouverneurs des régions frontalières du Liptako-Gourma s'est tenue du 11 au 12 août 2021, à Ouagadougou au Burkina Faso, sous la présidence de Madame la Ministre déléguée auprès du Ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, chargée de la décentralisation du Burkina Faso.
1.6. Harmoniser les cadres d'intervention des différents services techniques	Les acteurs locaux et régionaux sont informés et partagent les informations relatives à la gestion des frontières	L'ALG a soutenu une rencontre des structures en charge des questions de frontières (notamment: la Direction Nationale des Frontières du Mali et le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale des Frontières du

régionaux dans le Liptako-Gourma (cadre de concertation des Gouverneurs des régions frontalières du Liptako-Gourma, Services de gestion des frontières)	Baseline : N/A Cible : tous les acteurs	Burkina Faso) pour la mise en place de cadres formels de coopération transfrontalière entre des collectivités territoriales burkinabé et maliennes. La rencontre s'est tenue à Bobo-Dioulasso du 16 au 17 mars 2022.
1.7. Appuyer l'harmonisation des cadres légaux et institutionnels sur les Armes Légères et de Petits Calibres (ALPC)	Les Commissions nationales de lutte contre les ALPC sont dotés d'une stratégie et un réseau de communication commun dans la lutte contre la prolifération des ALPC Baseline : N/A Cible : 1 stratégie commune élaborée	Un cadre d'échange avec les autorités locales et les populations autour des activités de lutte contre la prolifération des ALPC a été créé au profit des jeunes du Cercle de Koro. L'étude sur l'analyse du cadre législatif sur les ALPC au Niger, a été menée
<b>Résultat 2 : UNSP Priorité # 2 : "Prévention et résolution des conflits, l'extrémisme violent et le crime ; promotion de l'accès à la justice, des droits humains et l'état de droit"</b>		
2.1. Mettre en place un mécanisme de coordination transfrontalière civilo-militaire pour renforcer la compréhension des principes humanitaires par les tous acteurs	Les acteurs des frontières (autorités et communautés) sont sensibilisés sur les relations entre les militaires et les populations et le rôle de chacun pour la paix dans les zones frontalières Baseline : N/A Cible : 6 campagnes menées	Ateliers de formation sur la coordination civilo-militaire ont été organisés par le HCDH à Bamako et à Niamey en collaboration avec OCHA en mars 2022
2.2. Conduire des séances de formations et de sensibilisation des élus locaux et des gouverneurs sur les droits de l'Homme, le droit et la pratique de la coopération transfrontalière	Les autorités locales ont une meilleure compréhension sur les droits de l'Homme, particulièrement en gestion des frontières Baseline : N/A Cible : tous les acteurs	100% terminées. -Activités de sensibilisation et de formation menées par le HCDH au Burkina (Dori, Ouahigouya, Manga, Tenkodogo, Fada, Ouagadougou), et au Niger (Tera, Torodi, Ayorou, Ouallam)
2.3. Organiser des campagnes de sensibilisation sur les droits de l'Homme et les mécanismes de recours en cas de violations	Les populations des zones frontalières ont une meilleure compréhension de leurs droits et les moyens de recours disponible en cas d'injustice et d'atteinte à leurs droits Baseline : N/A Cible : 2 campagnes par zone d'intervention (6 campagnes annuelles)	Cette activité est menée par le HCDH à 100% au Burkina Faso dans les communes de Ziniaré, Kaya, Dori, Ouahigouya, Manga, Tenkodogo, Fada, Ouagadougou, et au Niger dans les localités de Tera, Torodi, Ayorou, Ouallam. Des séances de sensibilisation sur les voies de recours en cas de violation des droits de l'homme et l'accès à la justice en début août 2022, en collaboration avec le Fonds d'assistance judiciaire
2.4. Mener des campagnes d'assistance juridique et appui à l'organisation d'audiences foraines dans les zones frontalières	Les personnes démunies vivant dans les zones frontalières reculées ont accès à un système judiciaire formel Baseline : N/A Cible : 2 campagnes par zone d'intervention	Activité réalisée. Des campagnes de formations ont été organisées impliquant des pouvoirs traditionnels dans la gestion du foncier rural. A la fin des deux sessions, un lot de textes règlementaires a été remis à chaque participant pour constituer un fond de dossier à utiliser dans le cadre de leur mission. A Titabé, à la fin de la session, sur demande des participants il a été mis en place un comité de veille et de suivi de toutes les questions qui touchent la GRN dans la commune.
2.5. Appuyer les Commissions nationales des	Les Commissions nationales des droits de l'Homme ont accès aux communautés pour	Activités menées et réussies. Le Monitoring de la situation des droits de l'homme dans les zones d'intervention du projet comme Fada N'Gourma,

droits de l'homme et les institutions nationales de promotion de la paix des pays du Liptako-Gourma pour mener des enquêtes sur les violations et abus des Droits de l'Homme	constater et sensibiliser sur les lois des Droits de l'Homme Baseline : N/A Cible : 5 missions de terrain par pays x 3	Tenkodogo, Manga, Ziniare, Kaya et Ouahigouya. Les activités sont menées par la Commission Nationale des droits de l'homme avec l'appui du HCDH au Burkina Faso et au Niger
2.6. Former les conseillers juridiques/les juges pour le suivi et la mise en œuvre des décisions de justice	Les mécanismes régionaux sont équipés pour le suivi des décisions de justice Baseline : N/A Cible : 45 (15x3 pays)	Cette activité relève de l'ALG mais n'a pas été réalisée car elle é été jugée non pertinente. L'ALG a proposé sa reformulation sous la forme d'une rencontre sous régionale sur la problématique de l'accès à la justice en situation d'insécurité dans la région du Liptako-Gourma. Prévues dans le PTA 2022, elle n'a malheureusement pas pu être organisée faute de la disponibilité des fonds
2.7. Apporter un appui psycho social aux femmes, filles victimes survivantes de violences basées sur le genre	Les lois nationales et règlements ainsi que les politiques et plans d'actions contre la violence faite aux femmes sont appliquées Baseline : N/A Cible : 60 victimes	ONU FEMMES a atteint et dépassé la cible fixée. Ce sont au total 321 femmes victimes et survivantes de VBG qui ont bénéficié d'un appui psychosocial dans la zone d'intervention du programme conjoint.
2.8. Soutenir la révision ou l'élaboration d'un cadre juridique dans la région du Liptako-Gourma afin de gérer les menaces et d'accroître la coopération transfrontalière ; appui à la cellule du système d'information géographique et à la cellule de décentralisation pour la coopération transfrontalière - Atelier de validation	Les rapports de collaboration entre les différents acteurs sont renforcés et ils ont une meilleure compréhension des règles d'intervention au-delà des frontières Baseline : 0 Cible : tous les acteurs en gestion des frontières	Pour éviter des doublons avec le projet de stabilisation qui prévoit la même activité, l'ALG en raison de l'insuffisance de fonds a demandé que cette activité soit prise en compte dans ledit projet.
2.9. Mener des campagnes de sensibilisation sur l'élimination des violences basées sur le genre	Campagnes effectuées dans les zones-cibles Baseline : N/A Cible : 5 campagnes	ONU FEMMES a atteint et dépassé la cible fixée. Ce sont au total 27 campagnes de sensibilisation sur l'élimination des VBG qui ont été conduites dans la zone d'intervention du programme conjoint dont 10 au Mali 15 au Niger et 2 au Burkina Faso
2.10. Mise en place de cadres de dialogues entre les forces de défense et de sécurité et les populations locales (journée de volontariat, rencontres régulières)	Les plateformes d'échanges créées facilitent le dialogue entre les forces de défenses et les populations dans les zones ciblées Baseline : N/A Cible : 3 séances par an	Des cadres régionaux de gestion de la crise dans les nouvelles régions du centre du Mali dont Bandiagara, Douentza et San ont été mis en place
2.11. Organisation de rencontres d'échanges d'expérience et de bonnes	La confiance est renforcée entre les autorités et les communautés frontalières dans les	2 rencontres se sont tenues dans les régions du centre au niveau des frontières avec le Burkina (Douentza, Koro) et l'autre à Bankass

pratiques entre les pays du Liptako-Gourma pour le rétablissement de la confiance entre les acteurs de la justice, les forces de défense et de sécurité et les communautés pour renforcer la cohésion sociale	zones ciblées ; conduisant à une réduction des conflits Baseline : N/A Cible : 2 rencontres annuelles sont tenues dans chacune des zones ciblées	
3.1. Faire une cartographie et analyse de l'existence des mécanismes de gestion des conflits dans les zones frontalières	Les acteurs et responsables dans la zone ont accès à des données actualisées pour leur planification Baseline : N/A Cible : 1	Activité réalisée à 100%. Une étude (focus groups) a été conduite en impliquant les communautés elles-mêmes pour répondre aux tendances de la récurrence des conflits communautaires dans la région du Liptako-Gourma – une cartographie des causes des conflits est faite
3.2. Renforcer et mettre en place des mécanismes d'alerte précoce et d'intervention rapide en matière de sécurité dans les municipalités transfrontalières	Les communautés ciblées sont outillées pour répondre aux crises grâce aux mécanismes d'alerte précoce et d'intervention existants Baseline : N/A Cible : Au moins 3 communautés ciblées	Une étude d'évaluation sur les systèmes d'alerte précoce dans les pays du Liptako-Gourma a été réalisée. Les liens et la collaboration entre le centre national d'alerte précoce (CNAP), le centre national d'études stratégique et sécuritaires (CNESS) et les organisations de la société civile travaillant sur ces thématiques dans les trois pays sont renforcés. Cette étude a révélé la nécessité de définir un mécanisme de gouvernance commun d'alerte précoce ainsi que le besoin de renforcement des capacités. Une mission de suivi a été réalisée en 2022.
3.3. Consolider et renforcer les comités locaux de paix existants et former 300 jeunes dans la gestion et la prévention des conflits dans les communautés ciblées par UNODC	Une analyse de l'effectif de comités locaux de paix est menée et les comités locaux de paix sont mieux préparés pour la prévention des crises Baseline : N/A Cible : 1 rapport + 300 jeunes	Réalisé par PNUD
3.4. Appuyer/renforcer les espaces de dialogues entre éleveurs et agriculteurs - Promouvoir et développer la transhumance transfrontalière (délimitation/aménagement et sécurisation d'espaces pastoraux ; aménagement et sécurisation de pistes de transhumance ; réalisation de points d'eau/forages à usage domestique et pastoral, construction de parcs et couloirs de vaccination, aires de repos	Les couloirs de transhumance sont identifiés et les infrastructures sont construites pour promouvoir la paix et la cohésion sociale Baseline : N/A Cible : 3 couloirs aménagés	3 couloirs ont été aménagés au Niger et au Burkina Faso

3.5. Soutenir la mise en place par l'ALG d'un mécanisme de gestion des conflits transfrontaliers liés au pastoralisme	Les éleveurs, agriculteurs ont une meilleure connaissance des recours disponibles (juridiques) pour régler les différends (conflits). ; et les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont gérés afin d'assurer une gouvernance équitable et inclusive des ressources naturelles partagées Baseline : N/A Cible : tous les acteurs	Réalisée 100% Un appui technique et logistique a été apporté à l'installation de 26 commissions foncières communales et villageoises dans les cercles de Koro et Douentza. Les commissions sont installées et sont actuellement formées sur la législation et les outils à utiliser dans le traitement des conflits. L'élaboration de 4 plans sur le plaidoyer/lobbying sensible sur l'accès sécurisé des femmes et des jeunes au foncier agricole à Mopti, Bandiagara, Koro, Douentza
3.6. Créer une plateforme régionale d'échanges pour les commissions nationales afin de lutter contre la prolifération des ALPC dans les régions frontalières	Les Commissions nationales de lutte contre les armes légères et de petits calibres (ALPC) sont dotées d'une plateforme régionale d'échange pour la lutte contre la prolifération des ALPC Baseline : études déjà disponibles Cible : 1 plateforme créée + 2 rencontres/an	Une étude a été menée en collaboration avec la Commission Nationale pour la Collecte et le Contrôle des Armes Illicites
3.7. Organiser des ateliers transfrontaliers de formation de journalistes de radios, notamment communautaires, sur la prévention des conflits inter et intra-communautaires et le renforcement de la paix et de la cohésion sociale dans les zones cibles	Les communautés et les médias sont sensibilisées en matière de gestion des conflits pour la paix et cohésion sociale Baseline : N/A Cible : 10 campagnes de sensibilisation sont menées _ 15 Journalistes formés	Activité réalisée à 100% 88 journalistes de radios locales et communautaires formés, dont 33 femmes. (Mali, Gao Niger Tillabéri Burkina Faso, Fada dans la région de l'Est N'gourma)
3.8. Organiser des campagnes de sensibilisation dans les prisons pour lutter contre le phénomène de radicalisation et prévenir l'extrémisme violent dans la région du Liptako-Gourma	Des campagnes de sensibilisation sont menées dans les prisons pour lutter contre la radicalisation et prévenir l'extrémisme violent Baseline : N/A Cible : nombre de campagnes menées	Mise en place d'un comité de pilotage national pour le mapping des initiatives dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la radicalisation. Les connaissances des agents pénitentiaires au Burkina Faso et au Niger sur le phénomène de la radicalisation en prison ainsi que leurs capacités à la prévenir via l'application des principes de sécurité dynamique et des techniques de renseignement pénitentiaire ont été renforcées.
3.9. Former des femmes médiatrices de paix dans la région du Liptako-Gourma	Les femmes ont la compétence en matière de prévention, gestion et résolution des conflits Baseline : N/A Cible : 30 femmes formées dans les zones ciblées	ONU FEMMES a formé au total 259 femmes médiatrices de paix dans la région du Liptako Gourma
3.10. Construire des cases de paix dans les régions transfrontalières du Liptako-Gourma pour promouvoir le leadership des femmes en matière de paix et de réconciliation	Les espaces de concertations de femmes sont créés pour le dialogue et la promotion de la paix et de la cohésion sociale Baseline : N/A Cible : 5	ONU FEMMES a appuyé la création et l'opérationnalisation de 7 cases de paix au Mali et au Niger. <b>Mali :</b> 1 à Bargou (Koro), 1 à Douna Pen (Dioungani), 1 à Koporona-Na (Koporona-Na, Cercle de Koro), 1 à Hombori (Hombori) et 1 à Koumbewel-Koundia (Koumbewel-Koundia, Cercle de Douentza) <b>Niger :</b>

		2 espaces de cohésion sociale construits dans les deux communes de Téra et de Bankilaré
3.11. Former les populations, particulièrement les leaders communautaires et les jeunes sur la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent	Les populations sont formées dans la lutte contre la radicalisation et la prévention de l'extrémisme violent Baseline : N/A Cible : 3 formations menées dans les communautés ciblées	Une session de formation rassemblant 20 leaders communautaires de différentes communes de la région de Tillabéry (Niger) sur les rôles et mandats des forces de défense et de sécurité et des acteurs de la chaîne pénale, ainsi que sur la gestion pacifique des conflits a été organisée en 2021.
3.12. Conduire une étude (focus groups) en impliquant les communautés elles-mêmes pour répondre aux tendances de la récurrence des conflits communautaires dans la région du Liptako-Gourma – Faire une cartographie des causes des conflits	L'étude (y compris une cartographie) sur les causes des conflits récurrents dans la région du Liptako-Gourma est disponible Baseline : N/A Cible : 1	Exécutée 100% Atelier de validation pour la finalisation Opérationnalisation des résultats de l'étude dans les interventions communautaires faite
3.13. Mise en place de cadres de dialogues entre les forces de défense et de sécurité et les populations locales (journée de volontariat, rencontres régulières): - Cartographie des acteurs pertinents à inclure dans les CCS communaux avec un focus spécifique sur les associations de femmes et de jeunes - Enquête de analyse des besoins sécuritaires et appui à la préparation des plans d'actions des CCS communaux, prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes - Formation des acteurs de la sécurité et des représentants des OSC en matière de police de proximité - Campagne de sensibilisation des populations sur le concept	Les plateformes d'échanges créées facilitent le dialogue entre les forces de défenses et les populations dans les zones ciblées Baseline : N/A Cible : 3 séances par an	Activité réalisée. -la cartographie des acteurs pertinents à inclure dans les CCS communaux avec un focus spécifique sur les associations de femmes et de jeunes est faite, - l'enquête d'analyse des besoins sécuritaires et appui à la préparation des plans d'actions des CCS communaux, prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes faite, - la formation des acteurs de la sécurité et des représentants des OSC en matière de police de proximité faite, - la campagne de sensibilisation des populations sur le concept de police de proximité, le rôle des CCS communaux faite, - un comité consultatif de sécurité par cercle (Koro, Douentza et Ansango) est installé

de police de proximité, le rôle des CCS communaux - Mise en place d'un comité consultatif de sécurité par cercle (Koro; Douentza et Ansango)		
<b>Résultat 3 : UNSP Priorité #3 - "Promotion de la croissance inclusive et équitable et de l'accès aux services sociaux de base" -- Relèvement rapide et stabilisation de la société"- La résilience des groupes vulnérables notamment les femmes et les jeunes aux différents chocs socioéconomiques est améliorée</b>		
4.1. Mener un état des lieux des politiques et programmes publics visant l'économie inclusive, les services financiers existants favorisant l'accès aux ressources (financières, technologiques, et information) pour les femmes et les jeunes Identifier les services et les bonnes pratiques socioéconomiques transfrontalières	Le rapport élaboré sur l'état des lieux des politiques et programmes publics fournira des recommandations pour tenir compte de la dimension jeunes et femmes pour leur accès aux ressources et services financiers Baseline : N/A Cible : 1 rapport inclusif avec des recommandations	Rapport disponible. Recommandations recueillies au niveau des trois bureaux pays PNUD
4.2. Appuyer la formulation et la mise en œuvre d'une politique d'emploi dans la région du Liptako-Gourma, particulièrement dans les zones durement affectées par les conflits _ identification des chaînes de valeur et la création d'emplois verts	Une stratégie d'emploi pour la région du Liptako-Gourma sera l'élément de référence pour la mise en œuvre des initiatives relatives à l'emploi dans la zone du Liptako-Gourma est incorporée dans les politiques et programmes publics Baseline : N/A Cible : 1 rapport élaboré	1 rapport d'étude disponible. au moins 200 jeunes hommes et femmes formés sur les métiers porteurs identifiés dans l'analyse de chaînes de valeur
4.3. Suite à l'état des lieux mené par le PNUD, assurer l'intégration et/ou la création ainsi que la mise en œuvre des services et politiques socioéconomiques transfrontaliers dans les plans locaux de développement et faire le plaidoyer	Les politiques et plans locaux de développement ont intégré la création des services socio-économiques ; l'information est disséminée Baseline : N/A Cible : nombre de plans consultés et adaptés/élaborés	Non réalisée car l'activité principale notamment « l'état des lieux mené par le PNUD » n'a pas été réalisée par ce dernier

4.4. Appuyer 120 petits projets au profit de 60 jeunes et 60 femmes IDP à travers des activités de cash transfert dont 40 à Douentza, 40 A Koro et 40 a Mopti	Les communautés des zones ciblées sont plus autonomisées et ont accès à des services de base Baseline : N/A Cible : 120 projets (dont 40 à Douentza, 40 à Koro, 40 à Mopti)	Activité réalisée à 114%. Au total, 137 (contre une cible initiale de 120) petits projets ont été financés au bénéfice de femmes et jeunes affectés par les conflits.
4.5. Réhabilitation de 10 Points d'eau dont 5 à Douentza et 5 à Koro	Baseline : N/A Cible : 10 points d'eau (dont 5 à Douentza, 5 à Koro)	Activité réalisée à 100%. 10 points d'eau (dont 5 à Douentza, 5 à Koro) ont été réalisés
4.6. Appui aux 20% des enfants soumis à une malnutrition aiguë (Severe Acute Malnutrition) dans les communes de Say, Torodi, Gotheye, Tillabéri, Bankilare, Ayerou, Ouallam, Banibangou, Abala, Tillia et Tassara	Un plan d'approvisionnement alimentaire est assuré dans les zones ciblées Baseline : N/A Cible : 20% des enfants	L'appui du programme conjoint a permis l'achat et la distribution de 5,964 cartons d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF) qui ont servi à la prise en charge de 13,053 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (6,253 filles et 6,800 garçons) au Niger, représentant 53% du nombre total de cas dans cette zone d'intervention, le double de la cible de 20% du projet
4.7. Appuyer 10000 personnes à travers des activités de l'ATPC et du programme WASH in School (y compris Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans la région de la Boucle de Mouhoun	Les ménages sont plus résilients face aux besoins accrus en eau et alimentation Baseline : N/A Cible : 10000 dont 2,500 élèves de 10 écoles	10 écoles d'un effectif total de 6,771 élèves de la commune de Dori dans la région du Sahel ont bénéficié d'activités de promotion de l'hygiène menstruelle et 8 ont été dotées de nouvelles latrines séparées filles garçons et prenant en compte les personnes vivant un handicap. 10,000 personnes (personnes déplacées internes et populations hôtes) de la même commune se sont dotés de latrines et ont mis fin à la défécation à l'air libre grâce à l'approche ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté)
4.8. Organiser des formations pour les jeunes sur les services et les politiques socioéconomiques, en particulier les avantages d'association et de la négociation pour l'accès au crédit (warrantage, etc.) _ Renforcer les capacités des groupes vulnérables en matière d'éducation financière, création et gestion de micro entreprises, coopératives et auto-emplois	Le recensement de la population jeune désagrégé par localité, âge, compétence et sexe permettra d'identifier le curricula pour les formations à dispenser dans les zones ciblées et le choix d'appui financier à porter aux jeunes Les bénéficiaires-cibles ont acquis les compétences relatives aux avantages d'association et de négociation pour l'accès aux crédits, le partage des bénéfices, etc. Baseline : N/A Cible : 500 jeunes en besoin de formation + 1 rapport d'étude disponible	137 femmes et jeunes Personnes déplacées internes (PDI) des cercles de Douentza, Koro et Mopti au Mali ont été formées en création et gestion de micro entreprises, permettant ainsi à ces jeunes et femmes de renforcer leur résilience et leur capacité à subvenir à leurs besoins. 300 jeunes ont été formés au Burkina Faso en entrepreneuriat (outil GERME du BIT), en création de coopératives (outils Think Coop et Start Coop du BIT), en warrantage et en éducation financière
4.9. Développer des filières porteuses des programmes intégrés d'alphabétisation	Les politiques sectorielles nationales et régionales sont renforcées et appuyées dans les réformes pour répondre aux besoins	1 rapport d'étude disponible sur les principales chaînes de valeur créatrices d'emplois identifiées par l'étude dans les trois (03) localités de Kaya, Ouahigouya et Fada N'Gourma

fonctionnelle et formation professionnelle pour l'autonomisation des femmes et des jeunes déscolarisés, non scolarisés et analphabètes	éducation formation-emploi en améliorant l'employabilité des jeunes Baseline : N/A Cible : 200 jeunes en besoin de formation + 1 rapport	200 jeunes ont été formés dans la production et la conservation de la pomme de terre, de l'oignon et de la tomate. 100 jeunes ont été formés en embouche bovine et embouche 300 jeunes formés ont été dotés d'outils agricoles et d'élevage (kits d'installation)
4.10. Elaborer des offres de formations pour le développement des compétences transversales des jeunes et développer un cadre de certification régional pour des formations spécifiques dans la région du Liptako-Gourma	Les jeunes sont mieux informés et mieux outillés sur l'environnement du travail ; notamment de l'offre et de la demande Baseline : N/A Cible : 500 jeunes	Activité réalisée à 100% -Un guide d'identification des compétences transversales a été produit ; -182 femmes et jeunes (97 femmes et 85 jeunes hommes) formés en présentiel sur les compétences transversales clés à Kaya, Ouahigouya et Fada N'gourma (Burkina Faso) ; - 01 plateforme digitale de formation en ligne pour le développement des compétences entrepreneuriales et digitales réalisée ; - 1031 jeunes et femmes formés (426 femmes et 944 hommes) sur la plateforme digitale dans la région du Liptako-Gourma : 341 au Mali (Bankass, Douentza, Koro, Mopti et Sevaré) ; 357 au Niger (Kama, Kollo, Say, Tillabéri et Torodi) et 336 au Burkina Faso), Soit un total de 1214 jeunes et femmes formées aux compétences transversales pour l'employabilité et l'autonomisation.
4.11. Formation et dotation en équipement au profit des communautés transfrontalières (jeunes et femmes) et en lien avec le projet énergie afin de développer de petites activités socio-économiques (plateformes multifonctionnelles, réfrigérateurs solaires, chargeurs de batteries, ampoules basse consommation, transformation, conservation, stockage de produits agro-sylvo-pastoraux, médicaments, etc.).	Les conditions de vie des populations, particulièrement les femmes et jeunes sont améliorées (y compris accès aux micro-crédits pour les activités sylvopastorales) Baseline : N/A Cible : 6 groupements de femmes et de jeunes	Activité pas implantée totalement.  4 Plateforme multifonctionnelles ont été installées dans 2 villages de la commune de Téra et 2 villages de la commune de Bankilaré Il faut noter qu'une PTFM couvre <b>3000 bénéficiaires</b>
4.12. Appui à la création de revenus grâce à des emplois immédiats pour les jeunes marginalisés à travers les travaux de petites infrastructures dans des	Les jeunes (filles et garçons) bénéficient d'emplois temporaires pour répondre à certains besoins de société immédiats Baseline : N/A Cible : 25 000 hommes/jours	100% réalisée. - un guide d'identification des compétences transversales a été produit - 183 femmes et jeunes formés sur les compétences transversales, - 01 plateforme digitale de formation en ligne pour le développement des compétences entrepreneuriales et digitales réalisée,

<p>secteurs économiques à fort potentiel, en suivant l'approche HIMO et en utilisant des technologies favorables à l'environnement- (Création d'emplois verts)</p>		<p>- 1031 jeunes et femmes formés sur la plateforme digitale (341 au Mali ; 357 au Niger 357 et 336 au Burkina Faso), Soit un total de 1214 jeunes et femmes formées aux compétences transversales pour l'employabilité et l'autonomisation.</p> <p>Mise en œuvre de deux projets de travaux verts à haute intensité de main-d'œuvre basés sur les technologies locales au Burkina Des sols dégradés ont été récupérés et mis en valeur.</p> <p><b>Commune de Boussouma (1 village)</b> <b>Village de Songodin</b> 1 634 demi-lunes, correspondant à une superficie effective de 5,17 hectares, 192 443 poquets de zaï, sur une superficie de 06 hectares de Zaï, 4025 plants de reboisement mis en terre sur les 6 hectares, essentiellement Acacia senegal et aussi des herbacées,</p> <p><b>Commune de Ouahigouya (2 villages)</b> Dans les deux villages de Bogoya et de Sambtenga, les aménagements suivants ont été opérés : <b>Village de Bogoya</b> Des Zaïs forestiers ont été aménagés sur une superficie de 10 hectares, Semis de graines d'Adansonia digitata, de Balanites aegyptiaca et de Ziziphus mauritiana, dans les poquets de Zaï forestier.</p> <p><b>Village de Sambtenga :</b> Des aménagements sur 10ha ont 3 digues filtrantes construites, 3 diguettes en pierre construites, 4 diguettes en terre construites, 1300 plants d'Adansonia digitata, Azadirachta indica, Acacia nilotica, mis en terre.</p>
<p>5.1. Faire un Etat des lieux des écoles dans les zones frontalières cibles avec une désagrégation par sexe, âge ; et une identification des besoins</p>	<p>Le rapport d'analyse est disponible Baseline : 0 Cible : 1</p>	<p>100% réalisée avec UNESCO/ALG Rapport disponible</p>
<p>5.2. Soutenir l'ALG pour la conduite d'une étude régionale sur l'état des lieux des établissements d'enseignement dans le domaine de l'éducation non-formelle (éducation</p>	<p>L'étude des établissements éducatifs est conduite et un système de gouvernance du secteur de l'éducation dans la zone du Liptako-Gourma est disponible. Baseline : 0 Cible : 1 rapport élaboré disponible</p>	<p>100% réalisée avec UNESCO/ALG. Rapport disponible.</p>

religieuse, alphabétisation, etc.) en appui aux initiatives, programmes et efforts des pays de la région pour le renforcement de la gouvernance du secteur de l'éducation au niveau des régions frontalières.		
5.3. Mise en place d'espaces temporaires d'apprentissages	Les communautés dans les zones les plus instables et les déplacés ont accès à des infrastructures d'apprentissages temporaires et à des mécanismes de résilience appropriés Baseline : N/A Cible : 40 espaces (dont 15 à Douentza, 15 à Koro, 10 à Mopti)	Activité réalisée à 100%. Le PC a facilité la construction de 40 Etablissements d'Apprentissage Temporaires (ETA), dont 15 dans le Cercle de Douentza, 15 dans le Cercle de Koro et 10 dans le Cercle de Mopti au Mali. Des équipements en tables-bancs ont été confectionnés, ainsi que la prise en charge et la formation de 40 enseignants volontaires. Ces EAT ont permis le retour (ou l'accès) à l'école de 1538 enfants, dont 791 filles.
5.4. Mise en place de 10 espaces temporaires d'apprentissage (ETA) dans les zones touchées des 5 communes de la région de la Boucle du Mouhoun	Baseline : N/A Cible : 10 espaces (dont 5 communes de la Boucle du Mouhoun)	100% Réalisée Le PC a facilité la construction de 40 Etablissements d'Apprentissage Temporaires (ETA), dont 15 dans le Cercle de Douentza, 15 dans le Cercle de Koro et 10 dans le Cercle de Mopti. - En plus il a aussi permis de construire 10 classes/tentes à Dori (Burkina Faso) pour faciliter l'accès des enfants aux sessions d'éducation. Important de noter que la zone de mise en œuvre au Burkina Faso a été délocalisée. Les activités réalisées ont été délocalisées vers la commune de Dori car UNICEF et ses partenaires ont rencontré des difficultés d'accès à la zone d'intervention initiale (commune de Seytenga) pour des raisons d'insécurité. De plus, les incursions des groupes armés ont conduit à la fermeture des écoles de la commune de Seytenga, et la plupart des familles se sont déplacées vers la commune urbaine de Dori et environs.
5.5. Formation des enseignants et des communautés en approche Safe School dans 60 écoles de la région de la Boucle du Mouhoun	Baseline : 0 Cible : 1 rapport élaboré disponible	Activité réalisée. 272 enseignants dont 109 femmes et 120 membres de communautés (dont 33 femmes) ont été formés sur l'approche Safe school, l'appui psychosociale, l'éducation à la paix et l'éducation aux risques des mines à Dori. (ci-dessus la justification du changement de la zone d'interventions).
<b>Résultat 4 : UNSP Priorité #4 : "Renforcement de la résilience au changement climatique, la réduction de la pénurie et la gestion des ressources naturelles"</b>		
6.1. Les cadres institutionnels, politiques et normatifs liés à la gestion des ressources naturelles sont révisés	Les acteurs de la gestion des ressources naturelles ont un nouveau cadre de fonctionnement et de collaboration harmonisé en matière de gestion de ces ressources Baseline : 3 Cible : rapport(s) disponible(s)	Etude intitulée « Etat des lieux des mécanismes endogènes de gouvernance et de prévention/gestion des conflits liés aux ressources naturelles » a été faite au Mali dans les communes de Koro et Douentza/ Cercles de Koro, Douentza/ Région de Mopti et le rapport est disponible
6.2. Etude de faisabilité de la mise à échelle de la culture	L'étude de faisabilité est disponible avec des propositions concrètes pour la mise à l'échelle	L'étude de faisabilité à l'échelle mondiale est disponible. Un appui à l'unité de transformation a été apporté notamment à travers l'acquisition d'une

du Moringa au Niger et au Burkina Faso	Baseline : 0 Cible : 1	presse à huile de sésame, l'installation de l'équipement acquis auprès du centre Songhai et une formation des femmes à son utilisation, leur permettant de perfectionner la production de jus de divers fruits et de Moringa
6.3. Mener une étude de faisabilité d'un projet transfrontalier d'appui au développement local au bénéfice du Burkina Faso et du Niger et liée à la protection de l'environnement, y compris les forêts classées partagées	L'étude de faisabilité sur la protection de l'environnement au Burkina Faso et au Niger est élaborée Baseline : 0 Cible : 1 rapport disponible	Programmée dans le PTA 2022, l'activité n'a pas réalisée en raison de la non mise à la disposition de l'ALG des fonds et entre temps, la décision de l'arrêt du financement ASDI était intervenue
6.4. Renforcer la participation communautaire à la surveillance et la gestion des zones transfrontalières surtout les aires protégées (à l'aide d'appareils et d'applications mobiles)	Les capacités de l'LAG sont renforcées sur la gouvernance des ressources naturelles y compris les effets négatifs du changement climatique Baseline : 0 Cible : Nombre d'équipements fournis	Acquisition et installation de 4 PTFM (plateformes multifonctionnelles) avec l'appui du projet Energie du PNUD. Ces PTFM ont été installées dans 4 villages (2 villages de la commune de Téra et 2 villages de la commune de Bankilaré) et sont fonctionnelles. Deux applications ont été développées et un rapport sur les défis de la gestion durable de l'environnement et sur les outils de développement des applications mobiles est disponible.
6.5. Renforcer le mécanisme existant avec l'ALG (en rapport avec les mécanismes nationaux) sur la variabilité et les effets négatifs du changement climatique, y compris la gouvernance des ressources naturelles, la vulnérabilité des communautés, et l'écosystème dans les zones d'intervention	Les acteurs locaux et nationaux sont sensibilisés et disposent des connaissances sur la variabilité climatique et son impact sur les communautés Baseline : N/A Cible : tous les acteurs + 1 rapport	Les communautés ont été formées pour renforcer la résilience communautaire notamment à faire face aux effets négatifs du changement climatique dans les cercles de Koro et Douentza
6.6. Formation pour les autorités décentralisées en matière de gestion durable des terres/restauration des terres dégradées et les suivis des parcs nationaux	Les autorités sectorielles décentralisée bénéficient de formation en gestion durable des terres Baseline : N/A Cible : Différents départements sectoriels au niveau des frontières	Formation et appui faits aux autorités locales et aux communautés En attente d'information de l'ALG sur possible changement d'activité
6.7. Organiser des sessions des formations pour les populations sur la préservation de la biodiversité, et la gestion	Les communautés sont équipées pour une meilleure gestion de l'eau Baseline : N/A Cible : Nombre de communautés atteintes	Un appui technique et logistique a été fourni pour l'installation de 26 commissions foncières communales et villageoises. 124 femmes et 17 jeunes formés

intégrée des ressources en eau (GIRE)		
6.8. Améliorer l'accès aux informations et services climatiques (CIS) et renforcer le mécanisme de prévention et de gestion des risques environnementaux (inondation, feux de brousse, périodes de canicule, ravageurs des cultures, etc.) et identifier des options d'adaptions aux changements climatiques dans la zone du Liptako-Gourma	Un système transfrontalier effectif d'information et d'alerte aux risques est disponible - Les services locaux et nationaux sont équipés/renforcés pour la saisie des variations climatiques Baseline : 1 mécanisme est disponible Cible : 1 étude	Activité réalisée au Niger et au Burkina. 60 personnes sont formées venant de la commune de Tillabéri au Niger et de Dori à Burkina Faso sur les dangers environnementaux et surveillance, et sur le développement des applications mobiles

## Analyse du ciblage et des synergies géographiques

Le point de départ du PC a été la reconnaissance du fait que les défis auxquels sont confrontées les communautés de la région du Liptako-Gourma sont trop complexes, multidimensionnels et interconnectés pour que les agences des Nations unies continuent à s'appuyer sur des projets cloisonnés dans leurs domaines de compétence, et qu'elles devraient plutôt travailler de concert d'une manière cohérente, efficace et efficiente afin de contribuer à des résultats communs. Le principe sous-jacent du programme conjoint était donc de mettre en commun l'expertise technique, les capacités et les ressources et de planifier et mettre en œuvre des activités dans un nombre relativement restreint de zones cibles dans chaque pays, afin de maximiser l'approche multidimensionnelle au bénéfice des communautés.

L'analyse de la portée géographique des activités montre que le PC a été en mesure d'apporter un soutien multidimensionnel et intégré aux populations locales dans un certain nombre de zones cibles. Par exemple, à Koro et Douenza au Mali, l'UNICEF a construit des Etablissements d'Apprentissage Temporaires (ETA) et des points d'eau, tout en finançant des projets à petite échelle, tandis qu'ONU Femmes a construit des cases de paix, formé des femmes médiatrices et apporté un soutien psychosocial aux femmes victimes de violences basées sur le genre. À Dori, au Burkina Faso, l'UNICEF a construit des tentes/salles de classe temporaires et des latrines pour améliorer l'accès à l'éducation des enfants (y compris des déplacées), tandis que l'UNESCO a mené une étude sur « l'État des lieux et l'identification des besoins dans les écoles et les établissements de l'éducation non-formelle et formelle dans les zones frontalières cibles » et a assuré le renforcement des capacités des jeunes et des femmes en matière de ressources naturelles. À Tera, au Niger, ONU Femmes a construit des espaces publics dédiés à la cohésion sociale, le PNUD a soutenu des initiatives pilotes permettant aux femmes et aux jeunes de cultiver du moringa, et le HCDH a formé des élus locaux aux droits de l'homme et à la coopération transfrontalière.

La stratégie de ciblage du PC a également engendré des effets indirects géographiques. Ces effets se produisent lorsque les agences mettent en œuvre des activités dans des lieux distincts qui ont des liens socio-économiques ou culturels profonds, qui sont situés sur une route commerciale stratégique ou qui sont confrontés à des défis communs tels que les conflits communaux, le changement climatique et les déplacements forcés. Ces activités n'ont pas seulement un impact sur les populations des sites d'intervention directe, mais elles profitent également aux communautés des zones voisines en raison de la mobilité régionale ou transfrontalière entre les sites. Ces effets indirects ont été observés le long de l'axe entre Tillabéri au Niger et le marché régional de Kaya, au Burkina Faso, concernant les produits alimentaires et agro-industriels des coopératives de femmes et de jeunes créées dans le cadre du programme conjoint.

Ces exemples montrent que le PC a pu soutenir le corridor Thiou (Burkina Faso) - Koro (Mali), ainsi que la zone plus large entre les régions de Tillabéri et du Sahel au Niger et au Burkina Faso respectivement, qui font partie des corridors cibles identifiés dans le document de programme. Cependant, des problèmes d'accès ont empêché les équipes de cibler de manière plus systématique les autres corridors prédéterminés, y compris les corridors entre Ayorou-Ouatagouna, Djibo-Mondoro, Makalondi-Kantchari, et Tamou-Botou.

L'insécurité et l'afflux des déplacés dans certains centres urbains ont conduit certaines agences à réorienter leurs activités vers l'aide aux PDI qui avaient fui les zones initialement ciblées par le PC. Par exemple, l'UNICEF a déplacé ses activités de Seytenga, où les cas de violence contre les civils se sont multipliés au cours du programme, à Dori, où la majorité des PDI se sont réfugiées. Il convient de noter qu'en dépit de la situation sécuritaire difficile, le BIT et l'UNESCO ont été en mesure de fournir une formation professionnelle et un soutien au renforcement des capacités aux jeunes déplacés à Djibo (région du Sahel, Burkina Faso), tandis que l'OIT, le HCDH et l'UNESCO ont mené des activités à Fada Ngourma (région de l'Est, Burkina Faso).

L'atelier de suivi et évaluation organisé en janvier 2022 visait à analyser, entre autres, l'étendue et l'efficacité de la superposition des activités des différentes agences. Cependant, les difficultés de coordination des inputs, les problèmes de collecte de données ainsi que le manque de suivi cohérent ont fait que cet exercice n'a pas conduit à des améliorations significatives des synergies entre les agences. Il s'agit là d'une leçon majeure pour le PC. Le comité de pilotage, responsable de la réalisation des résultats et chargé de fournir des orientations stratégiques, aurait été la plateforme où ce type de discussions aurait pu avoir lieu.

En conclusion, une évaluation plus approfondie et localisée permettrait de recueillir des preuves empiriques et de brosser un tableau plus nuancé de l'impact du PC sur les communautés cibles sur une période plus longue, en particulier sur les activités économiques transfrontalières, la mobilité des populations et la cohésion sociale. Il convient également de se demander dans quelle mesure une approche commune a contribué à ces effets de manière plus efficace par rapport à une approche plus sectorielle.

### **iii) Évaluation, Meilleures Pratiques et Leçons apprises**

Les études suivantes ont été réalisées dans le cadre du Programme Conjoint :

- Etude du profil socio-économique de la région du Liptako-Gourma (CEA)
- La base de données socioéconomiques en ligne (CEA)
- Etude complémentaire pour la mise en place d'un Mécanisme de ressources propres de l'ALG
- Analyse des conflits communautaires et violences sociétales dans la région du Liptako-Gourma (UNESCO)
- Etude intitulée : « mission d'identification de travaux verts basés sur les technologies locales à haute intensité de main-d'œuvre dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma » (BIT)
- Etude diagnostique des opportunités professionnelles de courte durée dans localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma (BIT)
- Analyse d'une chaîne de valeur en faveur des populations vulnérables dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma au Burkina Faso »
- Etude sur l'« Etat des lieux et identification des besoins dans les écoles et les établissements de l'éducation non-formelle et formelle dans les zones frontalières cibles » (UNESCO)
- Etude d'évaluation sur les systèmes d'alerte précoce dans les pays du Liptako-Gourma (ONU DC)

Il mérite de noter que le JP a été conçu en réponse à l'étude "Analyse préliminaire des risques et des vulnérabilités dans la région transfrontalière du Liptako-Gourma" (2018), commissionnée par l'OCHA, l'OCDE et l'UNICEF. Après la validation du rapport, plusieurs agences de l'ONU se sont réunies et ont conçu une réponse cohérente au rapport, alignée sur les plans et les priorités de l'ALG.

L'étude a identifié un ensemble de risques et de vulnérabilités interconnectés, que le PC - avec huit agences ONU ayant des mandats divers et des avantages comparatifs - a cherché à traiter. Cette capacité du PC à aborder de multiples domaines thématiques d'une manière holistique a été démontrée dans la revue à mi-parcours du programme, en évaluant son document de programme par rapport à 59 autres programmes régionaux mis en œuvre dans la région du Liptako-Gourma. En utilisant un diagnostic commun pour évaluer ces programmes collectivement, il a été constaté que seul le PC a touché à toutes les variables critiques affectant la sécurité, la gouvernance, les moyens de subsistance, le changement climatique tout en favorisant l'intégration régionale. Cela confère au programme conjoint un avantage méthodologique par rapport aux autres programmes.

L'étude a également identifié les « atouts de résilience » qui devraient être protégés et renforcés. Sur la base des résultats du PC, le résumé suivant présente dans quelle mesure le programme a pu contribuer à chaque atout de résilience dans la région du LG.

**Continuité socioculturelle :** il s'agit de facteurs endogènes tels que les similitudes religieuses, linguistiques, de mode de vie et de consommation alimentaire entre les trois pays. Le PC a apporté son soutien dans les zones où cet atout de résilience a été perturbé par l'insécurité et les déplacements de populations qui en ont résulté, comme le travail du BIT et de l'UNICEF en faveur des PDI et des communautés hôtes à Kaya, au Burkina Faso, qui accueille un grand nombre de PDI en provenance de la région du Sahel. En outre, des formations professionnelles et éducatives transversales ont été effectuées par le BIT et l'UNESCO aux jeunes déplacés installés à Kaya, Fada Ngourma, Djibo et Ouagadougou.

**Méthodes traditionnelles de résolution des conflits :** les communautés du LG continuent de s'appuyer sur des modes informels de résolution des conflits. Le PC, grâce à ONU Femmes, a renforcé les capacités de 259 femmes médiatrices, qui ont résolu au moins 9 cas de conflits au Mali. ONU Femmes a également construit 7 cases de la paix, offrant des espaces de dialogue, de cohésion sociale et de sensibilisation des femmes aux VBG. Des campagnes de formations ont été organisées par le PNUD, impliquant des pouvoirs traditionnels dans la gestion du foncier rural. Il convient de noter que le PC, grâce au travail du HCDH et de l'ONUDC, a également soutenu les services et les institutions judiciaires de l'État, car ils restent essentiels à la confiance entre l'État et les communautés.

**Initiatives sociales :** elles comprennent les comités locaux de paix et de médiation ainsi que le travail des organisations de la société civile. Grâce au PNUD, un comité consultatif de sécurité par cercle (Koro, Douentza et Ansango) est installé.

**Cadres pour la coopération transfrontalière :** en tant qu'institution régionale clé mandatée pour soutenir le développement socio-économique de la région du LG, l'un des principaux résultats attendus du PC était de soutenir la capacité institutionnelle de l'ALG afin qu'elle puisse mener à bien son mandat. Ainsi, grâce à l'appui du PC, la troisième rencontre des Gouverneurs des régions frontalières du Liptako-Gourma s'est tenue du 11 au 12 août 2021, à Ouagadougou au Burkina Faso. La structure est désormais active et opérationnelle pour permettre les échanges et partages d'information.

**Initiatives transfrontalières :** étant donné la nature transfrontalière des défis auxquels la région du LG est confrontée, tels que la violence perpétrée par des groupes armés non étatiques, les déplacements forcés et les effets négatifs du changement climatique, la réponse doit également être transfrontalière. Le PC a permis aux agences ONU des trois pays de cibler simultanément les communautés frontalières, tandis que l'ALG a joué un rôle clé dans le plaidoyer politique auprès des trois gouvernements.

**Frontières ouvertes** : elles favorisent les moyens de subsistance de milliers de personnes qui en dépendent pour l'élevage nomade ou le commerce transfrontalier. Le PC n'a pas été conçu pour soutenir directement la mobilité transfrontalière par le biais d'infrastructures de transport.

**Commerce** : bien que le PC soit intervenu dans des corridors commerciaux stratégiques, la plupart des activités se sont concentrées sur la phase de production, comme le soutien du PNUD aux coopératives locales produisant du moringa. À l'avenir, les autres étapes de la chaîne de valeur, telles que la transformation, le transport et la commercialisation, pourraient bénéficier d'un soutien plus important.

**Gestion des barrages et accès à l'eau** : bien que le PC n'ait pas mené des activités liées à la gestion des barrages dans la région du LG, l'UNICEF a réhabilité 10 points d'eau à Koro et Douenza au Mali, tandis que le PNUD a formé les parties prenantes locales sur l'anticipation, la préparation et la réponse aux effets négatifs du changement climatique.

**Ressources naturelles** : les pâturages, les zones humides et l'exploitation artisanale de l'or favorisent la croissance et l'interaction sociale. Le PC a soutenu le développement des capacités locales liées à la gestion des ressources naturelles, comme l'illustrent la formation du PNUD sur la gestion des conflits et les plateformes multifonctionnelles de l'UNESCO.

L'évaluation finale du PC n'a pas encore eu lieu, dû au fait que le bailleur de fonds (Sida) mène actuellement une évaluation de l'ensemble de la période de mise en œuvre. Les termes de références ont été finalisés au mois de mars 2023 et Sida, en tant que l'unique commissionnaire de l'évaluation, mène actuellement le processus de recrutement d'une équipe d'évaluateurs.

La mise en œuvre du PC a été caractérisée par de nombreux défis liés au contexte opérationnel. Peu de temps après la signature de l'accord entre MPTFO et Sida en novembre 2019, le Covid-19 a éclaté, ce qui a rendu difficiles les déplacements dans la région, tout en affectant le bien-être des communautés locales. Comme déjà indiqué, le contexte sécuritaire s'est rapidement détérioré depuis le début de la mise en œuvre du PC. À titre de référence, il y a eu au moins 1,845 cas de violence contre les civils dans les régions cibles des trois pays, avec près de 5,000 morts pendant la période du PC.

Il mérite de noter que ces risques ont été envisagés lors de la conception du PC, et des mesures ont été prises pour en atténuer les impacts. Par exemple, les agences ont fait recours aux acteurs locaux dont les déplacements dans les zones concernées sont moins limités. Un mécanisme de gestion adaptative a également été mis en place afin de revoir et recalibrer les activités en fonction de la situation sécuritaire. Le PC a changé certaines zones de mise en œuvre pour protéger non seulement les populations, mais aussi les partenaires de mise en œuvre au niveau local. Par exemple, l'UNICEF a dû délocaliser ses activités de Seytenga vers la commune de Dori au Burkina Faso à cause des difficultés d'accès à la zone d'intervention initiale (commune de Seytenga) pour des raisons d'insécurité. De plus, les incursions des groupes armés ont conduit à la fermeture des écoles dans cette commune de Seytenga, et la plupart des familles se sont déplacées vers la commune urbaine de Dori et environs. En plus, la mise en œuvre des activités a exclu (i) la bande frontalière entre la Région de Tillabéri et la zone orientale du Burkina Faso (ii) les bandes frontalières entre le Mali et le Niger (le corridor de coopération transfrontalière sur l'axe Ayorou-Ouatagouna comprenant les villages de Koutougou, Labezzanga, Kongokiré).

Le PC a également réorienté certaines de ses activités pour soutenir les personnes déplacées fuyant les attaques des groupes extrémistes dans les axes Burkina-Mali et Burkina-Niger. Ainsi, des formations professionnelles et

éducatives transversales ont été effectuées par le BIT et l'UNESCO aux jeunes femmes et hommes déplacés installés à Kaya, Fada Ngourma, Djibo et Ouagouya.

La situation politique s'est également détériorée pendant la mise en œuvre du PC, avec deux coups d'État militaires chacun au Mali (en août 2020 et mai 2021) et au Burkina Faso (en janvier et septembre 2022). Le Mali a fait l'objet de sanctions commerciales et financières de la CEDEAO au premier semestre 2022 et a fermé ses frontières en conséquence. Les relations bilatérales entre le Mali et le Niger se sont considérablement détériorées, mais cela ne semble pas être le cas entre le Niger et le Burkina Faso (dans la même mesure). La coopération au niveau technique au sein de l'organisation intergouvernementale LGA se serait poursuivie sans être affectée tout au long de la période de mise en œuvre.

Les difficultés rencontrées par le programme ont été encore amplifiées en raison de la complexité des mécanismes de gouvernance et de gestion dans un environnement opérationnel très instable. Les structures de gouvernance du programme n'ont pas fonctionné comme prévu dans le document de programme. Le coordinateur de programme est parti pour une nouvelle affectation en 2020 et a été remplacé par un autre collègue, ce qui peut avoir eu un impact sur l'élan et la mémoire institutionnelle. Les changements de personnel à l'ASDI dans le rôle d'administrateur de programme peuvent également avoir eu un impact sur la qualité du suivi, de la surveillance et de l'établissement de rapports.

- *Leçons apprises*

Dans l'ensemble, le PC est l'un des programmes les plus ambitieux dans la région, étant le premier du genre mis en œuvre dans le cadre de la SINUS avec huit (8) agences travaillant au niveau régional dans trois pays - Burkina, Mali et Niger. Comme indiqué plus haut, le PC a enregistré d'importants résultats grâce à la définition de résultats collectifs conjoints dès le début, à l'analyse, la planification et la mise en œuvre conjointes, à la concentration des efforts dans des zones d'intervention géographiques délimitées et à l'appropriation conjointe des résultats par les bénéficiaires communautaires, les autorités locales, l'ALG et les agences de mise en œuvre des Nations Unies. Cette approche a le potentiel de bénéficier du lien entre l'humanitaire et le développement sur le terrain, qui peut être exploité à travers les communautés frontalières pour contribuer à atteindre des impacts de développement régional.

Cependant, la mise en œuvre du PC a rencontré plusieurs défis majeurs, notamment la coordination au sein du PC et l'efficacité des mécanismes de gouvernance du programme. A titre d'exemple, le document de projet du programme conjoint décrit les mécanismes régionaux et nationaux dédiés à la gestion et à la coordination du programme. Le Comité de pilotage est responsable de la supervision globale du programme conjoint, en fournissant des orientations et des recommandations pour s'assurer que les résultats du programme sont atteints comme stipulé dans le document de projet. Le Comité de pilotage assume un rôle de décision, y compris le pouvoir de proposer des changements aux interventions du PC sur la base des documents soumis par le Comité technique. Ce dernier est présidé par le PNUD et veille à la mise en œuvre opportune des activités ainsi qu'à leur cohérence. Il s'agit également d'un forum permettant de discuter des défis et d'envisager des solutions. Le document de projet souligne également le rôle du PNUD en tant qu'« agent coordonnateur » qui sera responsable de la coordination générale du programme, des activités menées par l'ALG, de l'organisation de missions conjointes sur le terrain, ainsi que de la production de rapports et du suivi et de l'évaluation au niveau global. Pendant la mise en œuvre du PC, les réunions du Comité technique ont eu lieu de manière plutôt ad hoc et moins fréquent que convenue dans le document de projet. De plus, ces réunions n'ont pas toujours été adéquatement documentées sous forme de comptes rendus. Le Comité technique jouant un rôle primordial dans la coordination des activités entre les agences et pour trouver des synergies, échanger des informations et discuter de solutions collectives, ceci représenterait une leçon apprise de la gestion du PC. Il mérite cependant de noter que certaines réunions du Comité ont eu lieu en ligne, pour des raisons d'efficacité et en raison de la pandémie de COVID-19.

Lorsque les réunions du comité technique ont été convoquées, la mise en œuvre et le suivi des décisions a souvent été chronophage, compte tenu des coûts de transaction liés à la coordination de huit agences dans trois pays mettant en œuvre un total de 56 activités. En outre, la communication n'était parfois pas efficace ni opportune, à la fois entre les agences et l'agent de coordination, ainsi qu'entre la coordination et les bailleurs, en particulier en ce qui concerne les goulets d'étranglement, les risques et les défis de mise en œuvre, qui sont essentiels à la gestion adaptative.

Cela conduit évidemment à une leçon essentielle : la structure de gouvernance doit être respectée et appliquée. Un comité technique pleinement fonctionnel est essentiel pour la prise de décision efficace et la gestion adaptative du programme. Lorsque ce n'est pas le cas, il est important d'organiser des discussions précoces, fréquentes et franches entre toutes les parties prenantes du programme afin de proposer des changements aux structures si nécessaire et de remédier aux faiblesses des pratiques de gestion du programme.

Dès sa conception, le principe sous-jacent du PC a été qu'il devrait être une plateforme commune pour les agences des Nations Unies, sous le leadership de l'ALG, d'entreprendre conjointement des activités qui contribueraient aux quatre domaines prioritaires et aux six résultats du programme. En réunissant expertises, capacités et ressources des agences, cette approche conjointe devrait contribuer à la réalisation d'un impact durable de manière efficace et efficiente.

Le PC a enregistré certains cas de succès – la collaboration du HCDH et de l'UNESCO dans la mise en œuvre d'activités liées aux droits humains et à l'éducation à la paix pour n'en citer qu'un exemple. En effet, le succès repose sur le fait que le leadership des agences a placé la mise en œuvre des activités conjointes au cœur de leurs activités en cours. Les activités planifiées sont mises en œuvre de manière conjointe dans une logique de complémentarité et de synergie des interventions.

Cependant, au-delà de ces exemples plutôt anecdotiques, force est de constater que le PC aurait pu intégrer cette approche conjointe de manière plus systématique dans l'ensemble des activités. Cela reposerait bien évidemment sur l'analyse, la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation conjointement menées par les agences participantes. En réalité, la plupart des activités ont été mises en œuvre par une agence uniquement, ce qui a rendu plus complexe la réalisation des synergies géographique, thématique et temporelle.

Le PC était sans aucun doute l'un des programmes conjoints les plus importants en termes de nombre d'agences ONU. Si cela lui a permis d'obtenir des résultats significatifs dans un large éventail de secteurs, on peut naturellement se demander si cela permet une gestion souple et efficace du programme. En fait, la dernière note d'orientation du Groupe des Nations unies pour le développement durable sur les programmes conjoints recommande entre deux et quatre agences participantes (UNSDG, 2022).

**Annexe 1 : Photos du terrain**



*Champs de Moringa au Niger*



*Prolifération des armes dans les frontières du Liptako-Gourma*





*Credit Odi Sahel : Vue d'ensemble des femmes participantes au dialogue communautaire dans la commune de Dioungani*



*Plateformes offertes Niger*



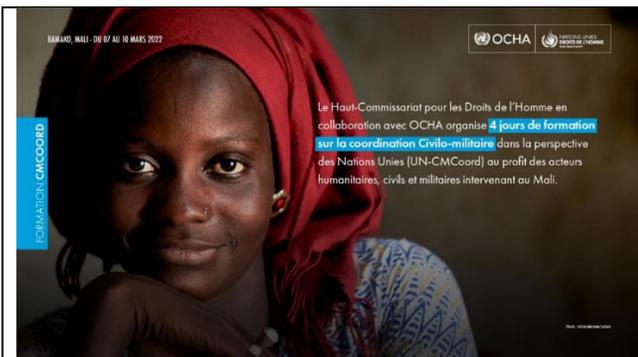
*Kit moutons offerts à la Communauté*

BAMAKO, MALI - DU 07 AU 10 MARS 2022

OCHA

Le respect des droits humains sur les modalités d'une intervention humanitaire dans la région du #LiptakoGourma:

La préservation de la distinction humanitaire vis-à-vis des acteurs armés au plus généralement celle des civils et des combattants est indispensable pour préserver leur neutralité et le renforcement de l'action humanitaire auprès des communautés. C'est toute l'importance de la #CMCoord qui vise à soutenir les intervenants humanitaires, civils et militaires de ces environnements de crises.



Extraits d'images du social média pack de la campagne digitale lors de la formation sur la CIMCoord à Bamako



Remise de certificats de fin de formation pour le développement des compétences transversales aux femmes et aux jeunes de Mopti (Mali)



Formations pour le développement des compétences transversales des femmes et des jeunes de Tillabéri



Formations des jeunes de Seytenga, Boundoré, Titabé, Mansila, Tankougounadié, Falagountou, Sampelga, Markoye, Tin-Akoff, sur les défis de la gestion durable de l'environnement sur le développement des applications mobiles au Burkina Faso



Formation des jeunes de Tillabéri, Bankilaré, Dargol, Diagourou, Gorouol, Gotheye, Mehanna, Kokoro, sur les défis de la gestion durable de l'environnement sur le développement des applications mobiles au Niger



*Forage hybride en cours de construction*



*Forage hybride en cours de construction*



*Formation transformation du lait*



*Formation transformation du lait*



*Formation des femmes et jeunes sur la gestion des ressources naturelles. Formateur endogène sur la gestion des ressources naturelles*



*Bénéficiaires de kits embouche ovine*

**unesco**

**LAABAL WURO**  
Votre solution pour la récupération des terres et la protection de l'environnement

S'inscrire

VOUS AVEZ DÉJÀ UN COMPTE ?

Une application mobile développée par les jeunes du Liptako-Gourma pour la conservation et la gestion durable de l'environnement dans la région du sahel

Bureau régional de l'UNESCO à Dakar  
Route de la Plage de Ngor  
BP 3311 Dakar Senegal  
T : +221338649600  
F : +221338202342  
Email : dir.breda@unesco.org  
www.dakar.unesco.org

**unesco**

Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des Activités de Coopération Transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma

Formation en ligne sur les compétences transversales clés permettant aux femmes et aux jeunes de saisir ou de créer des opportunités génératrices de revenus et de favoriser leur

**Ka Muhalli**  
Région / Région / Région de zone  
Contribuer à la conservation et à la protection de l'environnement.

NOUS CONTACTER  
Téléphone: (227) 96 63 38 / 65 02 45 64  
Email: karemuhalli@gmail.com  
www.karemuhalli.com

Une application mobile développée par les jeunes du Liptako-Gourma pour la conservation et la protection de l'environnement dans la région du sahel

**1 INSTALLER L'APPLICATION**

**2 ECRAN DE DEMARRAGE**

**3 INSCRIPTION**

**4 CONNEXION**

**5 LISTE DE PUBLICATION**

**6 AJOUT DE PUBLICATION**

Applications mobile développés par les jeunes ALG au Niger et Burkina Faso

NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME

BUREAU

NOUS PRIORITÉS

NOTRE ACTION

ACTUALITÉS

MÉDIATHÈQUE

PUBLICATIONS

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

COVID-19

CONTACT

**Conflit, Violence et Insécurité**

Défendre les droits des plus vulnérables, en situation de conflits, de violence et d'insécurité.

VOIR LA PRIORITÉ

NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME

**PROJET LIPTAKO-GOURMA**

RÉSILIENCE

SÉCURITÉ HUMAINE

DROITS HUMAINS

Sensibilisation sur l'accès à la justice et les voies de recours : Intervention d'un agent des FDS à Ziniare, Burkina Faso

Nations Unies

NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME

BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

BUREAU

NOUS PRIORITÉS

NOTRE ACTION

ACTUALITÉS

MÉDIATHÈQUE

PUBLICATIONS

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

COVID-19

CONTACT

**Burkina Faso - Paix et Sécurité : session de sensibilisation sur les Droits humains, l'accès à la justice et les voies de recours en cas de violations ou abus à Ziniaré**

11 août 2022

Facebook, Twitter, LinkedIn icons



Images de monitoring des droits de l'homme et entretiens dans 7 sites des Personnes Déplacées Internes et 4 camps des réfugiés, 2 maisons d'arrêt et 12 unités d'enquêtes. Au total quatre (5) localités ont été visitées. Il s'agit des localités de Torodi, Ouallam, Ayerou, Gothèye et Tera au Niger



Remise officielle de kits, par le Gouverneur de la région du Sahel. Dori, décembre 2020



Remise officielle de kits, par le Gouverneur de la région du Sahel. Dori, décembre 2020



Séance de discussions avec les personnes déplacées internes dans la commune de Gotheye Niger



Une rizière cultivée sur un sol ayant bénéficié de la technique de la diguette en pierres dans le village de Sambtenga, commune de Ouahigouya (région du nord).



Rencontre avec le Préfet de Bankilaré

Rencontre avec le maire de la commune de Bankilaré



*Une rizière cultivée sur un sol auparavant dégradé et ayant bénéficié de la technique de la diguette en pierres (technique HIMO) dans le village de Sambtenga, commune de Ouahigouya (région du nord)/Burkina Faso*



*Jus de moringa et biscuits de Moringa fabriqués par le groupement Salmaharey de Téra avec l'appui du PPS du PNUD*



**Kits Production Ovine**



*Distribution des Kits embouche ovine (Burkina)*



**Case de paix et espaces de cohésion sociale au Mali**





Espace de cohésion sociale à Téra, Niger



## Annexe 2 : Témoignages

Madame Augustine Ouédraogo, bénéficiaire devant un magasin mis en place par des femmes formées en production et conservation de la tomate et de l'oignon à Kaya

*« Je m'appelle Augustine Ouédraogo. Je fais partie des femmes bénéficiaires de la formation en production et conservation de la tomate et de l'oignon du BIT. La formation nous a été très utile. Nous les femmes formées ont constitué un groupement de producteurs des produits maraichers. Nous cultivons le chou, la tomate, l'oignon, le poivre. Au moment de la récolte, le sac d'oignon coûte 15 000 F CFA. La semaine passée, à partir de notre stock, nous avons vendu le sac d'oignon à 50 000 F CFA, soit un bénéfice par sac de 35 000 F CFA. La formation reçue est vraiment bénéfique. ».*



*Madame Augustine Ouédraogo, devant le magasin du groupement des femmes de Kaya*



*Les sacs d'oignon prêts à être écoulés sur le marché par le groupement des femmes de Kaya  
M. Ousséni Togoyéni, jeune formé en embouche bovine devant sa ferme à Fada N'Gourma*

M. Ousséni Togoyéni, résident de Fada N'Gourma

*« Mon activité c'est l'embouche bovine. C'est grâce à ça, j'arrive à subvenir aux besoins de ma famille. Grâce aux techniques d'embouche enseignées par le BIT, j'arrive à entreprendre. La formation a vraiment été utile pour moi. C'est vraiment rentable. »*



Madame Noëlle Ouédraogo, bénéficiaire des formations en techniques de récupération des sols dégradés assurées par le BIT dans le village de Songondin, commune de Boussouma, localité de Kaya

*« Je suis une personne déplacée interne. Quand nous sommes arrivés à Songondin, le chef du village nous a bien accueillis. Avec les autochtones, nous avons bénéficié des différentes formations sur les techniques de récupération des sols dégradés. Les formations ont concerné les demi-lunes, le zai, la production de la fumure organique. Nous avons semé le mil. Comme vous le voyez, le champ de mil se présente bien. Nous n'avons pas encore récolté, mais nous avons espoir que les récoltes seront bonnes ».*





*Le champ de mil de la communauté villageoise de Songondin*

## Cadre de résultats mis à jour (de la revue à mi-parcours)

Domaine prioritaire 1	Résultat	Indicateurs	Activités	Livrables	Agence d'exécution	% de réalisation	Actions en suspens	Bénéficiaires	Zones géographiques	Partenaires
Promotion de la coopération transfrontalière pour la stabilité et le développement - La promotion des cadres institutionnels et juridiques pour une meilleure coopération transfrontalière est assurée par le renforcement des mécanismes régionaux, nationaux et locaux	1,1 : Les capacités de l'ALG sont renforcées pour coordonner et promouvoir une approche de politique fondée sur des données factuelles, notamment le partage d'informations - l'institution est dotée des compétences nécessaires pour mener à bien ses fonctions essentielles - conformément au mandat renouvelé d'améliorer la coopération transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma.		1.1.1 Élaboration d'un rapport sur les perspectives socio-économiques régionales et d'une fiche de données socio-économiques	Profil socio-économique de la région du LG et fiche de données socio-économiques	ECA et ALG	100 %, annexe du rapport	Édition et mise en page de la version finale du rapport	Secrétariat de l'ALG	Burkina Faso, Mali et Niger	
		Existence d'une base de données socio-économiques en ligne	1.1.2 Création d'une base de données socio-économique en ligne	Base de données socio-économiques	ECA et ALG	100 %	Transfert de la base de données finale et fonctionnelle au Secrétariat de l'ALG.	Secrétariat de l'ALG	Burkina Faso, Mali et Niger	
		% de responsables d'ALG connaissant les techniques de coordination et de gestion des données, y compris la recherche, la communication, etc.	1.1.3 Exercice de cartographie et étude des mécanismes de gestion des conflits	Étude	PNUD et ALG	L'activité a débuté en 2021; 30 % des travaux sont réalisés.	Finalisation des termes de référence. Activité à exécuter.			
			1.1.4 Mise en place d'un mécanisme de gestion des conflits liés aux activités pastorales	Présence du mécanisme	PNUD et ALG	À réaliser en 2022				
		1.1.5 Renforcer les capacités institutionnelles de l'ALG (pour la gestion des données, y compris la recherche, la communication, la coordination)	Rapport final indiquant le % du personnel de l'ALG qui a appris les techniques de gestion de projet et de gestion des données. Le pourcentage est établi par le biais d'un questionnaire produit par le cabinet de consultance responsable de la formation.			À réaliser en 2022	Impliquer les bureaux de pays du PNUD pour coordonner les agences des Nations Unies et rendre compte des progrès au Bureau régional du PNUD.			
		1.1.6 L'ALG élabore une stratégie de communication								
<b>Domaine prioritaire 2 :</b>	<b>Résultat</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Activités</b>	<b>Livrables</b>	<b>Agence d'exécution</b>	<b>% de réalisation</b>	<b>Actions en suspens</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Zones géographiques</b>	<b>Partenaires</b>

Prévention et résolution des conflits, de l'extrémisme violent et de la criminalité; promotion de l'accès à la justice, des droits humains et de l'État de droit	2,1 : Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptako-Gourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Les communautés transfrontalières ont accès à un système de justice pénale et des mécanismes d'assistance sont disponibles pour les victimes.	Nombre d'espaces de cohésion sociale construits	2.1.1 Soins psychosociaux pour les survivants de la violence basée sur le genre (VBG)	Les femmes victimes de VBG prises en charge par le projet	ONU Femmes,	100 % au Niger, Mali et Burkina Faso		Tera et Bankilare au Niger, Koro et Douentza au Mali, Thiou, Tankougounadié et Titabe au Burkina Faso.	ONG : REFPEA, ODI Sahel et WANEP
		Nombre de médiateurs volontaires connaissant les techniques de prise en charge psychosociale des victimes de VBG							
		% de survivants de la violence basée sur le genre (VBG) qui ont reçu une prise en charge psychosociale (par rapport au nombre de cas identifiés)	2.1.2 Campagne de plaidoyer et de sensibilisation contre la violence basée sur le genre (VBG)	Le nombre d'opportunités de plaidoyer pour la protection et l'avancement des droits des femmes dans la zone du projet.	ONU Femmes	Réalisée à 100 % au Niger, Mali et Burkina Faso	15 communes de plus de 60000 habitants.	Tera et Bankilare au Niger, Koro et Douentza au Mali, Thiou, Tankougounadié et Titabe au Burkina Faso.	ODI Sahel, WANEP, REFPEA
			2.1.3 Formation de 30 médiatrices volontaires à la prise en charge psychosociale des victimes de violences basées sur le genre (VBG) par des médiatrices volontaires de la communauté. 80 femmes formées à la médiation. Formation sur la violence basée sur le genre (VBG).	Les femmes ont des compétences en matière de prévention, gestion et résolution des conflits	ONU Femmes	Réalisée à 100 % au Niger, Mali et Burkina Faso	18000 femmes	Tera et Bankilare au Niger, Koro et Douentza au Mali, Thiou, Tankougounadié et Titabe au Burkina Faso.	REFPEA, ODI Sahel et WANEP
		2.1.4 60 femmes formées à la médiation et 30 formées à l'assistance aux victimes de VBG					51000 femmes	Tera et Bankilare au Niger, Koro et Douentza au Mali, Thiou, Tankougounadié et Titabe au Burkina Faso.	REFPEA, ODI Sahel et WANEP

		2.1.5 Construction de 7 cases de paix au Mali et au Niger	Les espaces de concertations de femmes sont créés pour le dialogue et la promotion de la paix et de la cohésion sociale	ONU Femmes	Réalisée à 100 % au Niger et au Mali		60000 femmes	Tera et Titabe au Niger, Koro et Douentza au Mali	REFEPA, ODI SAHEL
		2.1.6 Analyse des lacunes de la législation sur les armes au Niger	Rapport (un atelier de restitution sera organisé dès que les fonds seront disponibles)	PNUD Niger	100 %			Niger	
		2.1.7 Création d'un cadre de dialogue entre les FDS et la population locale		PNUD Niger	Réalisée à 75 %	Des sessions de formation ont été organisées, mais le cadre de dialogue n'a pas encore été mis en place.		Tillabéri (Niger)	
		2.1.10 Réalisation de campagnes d'assistance judiciaire dans les zones frontalières par des séances de sensibilisation, d'information et d'orientation des acteurs judiciaires sur les différents besoins du justiciable (H/F)		PNUD Burkina	À réaliser en 2022				
		2.1.11 Apporter une assistance judiciaire aux populations des zones frontalières reculées		PNUD Burkina	À réaliser en 2022				
2,2 : Les capacités des autorités locales et des communautés sont renforcées en matière de réconciliation et de cohésion sociale, de prévention et de gestion des conflits, et de prévention de la radicalisation dans les zones transfrontalières du Liptako-Gourma.	% des autorités locales des communes ciblées dans les zones transfrontalières ayant une connaissance des techniques de réconciliation, de prévention et de gestion des conflits et de prévention de la radicalisation	2.2.1 Appuyer la mise en place de comités consultatifs de sécurité et le renforcement des capacités techniques et logistiques de ses institutions judiciaires		PNUD	Réalisé à 100 %		608000 bénéficiaires	Koro et Douentza Mali	
	% de communes ciblées disposant d'un mécanisme de prévention et de gestion des conflits	2.2.2 Réalisation d'une enquête nationale sur la prolifération et la circulation illicite des ALPC au Burkina Faso avec la Commission nationale de contrôle des armes		PNUD Burkina Faso	À réaliser en 2022	L'activité n'a pas encore commencé.	Pays	Burkina Faso	

Existence d'une plateforme régionale de lutte contre la prolifération des ALPC	2.2.3 Cartographie et évaluation des besoins des radios locales dans les 10 communautés frontalières pour renforcer la paix et la sécurité		UNESCO	Presque à 100 %	Le RECAC collectera des informations sur les modules de formation axés sur la prévention des conflits.	6,8 millions	Régions frontalières entre le Niger et le Burkina Faso	Organisations locales, RECAC et Radio la voix du paysan
% de communes cibles disposant d'un comité consultatif de sécurité	2.2.4 Réalisation d'une étude sur « les conflits communautaires et la violence sociétale dans la région du Liptako-Gourma » pour cartographier les causes dynamiques et prédictives des conflits		UNESCO, ALG	Presque à 100 %	Étude à valider		Burkina Faso, Mali et Niger	Institutions locales : ISH au Mali, INSS/Université Joseph Ki Zerbo au Burkina Faso, et LASEDL au Niger.
% d'élus locaux et de gouverneurs (dans les communes ciblées) ayant une connaissance des droits humains, une pratique de la coopération transfrontalière	2.2.5 Renforcer et concevoir des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide en matière de sécurité dans les communes transfrontalières		ONU DC	100 %		Gouvernements de Burkina Faso, Mali, et Niger	Étude au niveau national	
	2.2.6 Organiser des ateliers de formation transfrontaliers pour les journalistes de radio, y compris les journalistes des radios communautaires, sur la prévention des conflits intercommunautaires et intra-communautaires et le renforcement de la paix et de la cohésion sociale dans les zones cibles		UNESCO	Réalisé à 100 %		3.000 jeunes à travers le Liptako-Gourma	Burkina Faso, Mali et Niger.	ONG FAMEDEV et prisons locales
	2.2.7 Organiser des campagnes de sensibilisation dans les prisons pour lutter contre la radicalisation et prévenir l'extrémisme violent dans la région du Liptako-Gourma		ONU DC	Réalisé à 66%	L'activité a été adaptée et s'est concentrée sur le renforcement du cadre réglementaire et juridique du renseignement pénitentiaire et sur le renforcement de capacités des agents pénitentiaires des prisons ciblées dans le domaine de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent	3 prisons (1 au Mali, 1 au Niger, 1 au Burkina Faso)	Prisons de Dori, Gao et Koutoukale, à confirmer par les autorités pénitentiaires.	
	2.2.8 Organiser des sessions de formation et de sensibilisation des élus locaux et des gouverneurs sur les droits humains, la législation et la pratique de la coopération transfrontalière, l'intégrité et la prévention de l'extrémisme violent		HCDH et ONU DC	À réaliser en 2022		Gouverneurs et élus locaux au Mali, Niger, et Burkina Faso	Burkina Faso, Mali et Niger	

		2.2.9 Organiser des campagnes de sensibilisation et des formations communautaires sur les droits humains, les mécanismes de recours, l'intégrité et la prévention de l'extrémisme violent		ONUDC et HCDH	30 % ONUDC	TdR communs en attente de validation par les deux agences	Communautés au Burkina Faso, au Mali et au Niger	À confirmer	
		2.2.10 Soutenir les commissions nationales des droits humains, les institutions nationales pour la promotion de la paix et les OSC dans les pays du Liptako-Gourma pour enquêter sur les violations et les abus des droits humains		HCDH	À réaliser en 2022		National Commissions nationales des droits humains, institutions nationales pour la promotion de la paix et OSC Mali, Burkina Faso, Niger	Burkina Faso, Mali et Niger	
		2.2.11 Organiser des ateliers de renforcement des capacités pour le mécanisme de coordination transfrontalière civilo-militaire afin de renforcer la compréhension des principes humanitaires par tous les acteurs		HCDH en collaboration avec OCHA	À réaliser en 2022		Autorités et communautés locales	Burkina Faso, Mali et Niger	
		2.2.12 Sensibiliser les comités de paix locaux existants sur les règles et principes de gestion et de bon fonctionnement dans la gestion et la prévention des conflits		PNUD Burkina Faso	À réaliser en 2022		Communes de Thiou & Titabe	Burkina Faso : Thiou & Titabe	
		2.2.13 Organiser des réunions de concertation sur la sécurisation des populations entre les forces de défense et de sécurité et la population locale (journée des volontaires, réunions régulières)		PNUD Burkina Faso	À réaliser en 2022				
		2.2.14 Définir et sécuriser les zones pastorales; aménager et sécuriser les pistes de transhumance; construire des points d'eau/forages à usage domestique et pastoral, construire un parc de vaccination, une aire de repos (Burkina Faso)		PNUD Burkina Faso	À réaliser en 2022		Commune de Thiou	Burkina Faso : Thiou & Titabe	
		2.2.15 Cartographie des organisations de médias, des associations de jeunes, des services et espaces et identification des bénéficiaires radio du projet  Développement de modules de formation  Trois ateliers de formation sur le traitement des informations sensibles aux conflits et la promotion de la cohésion pour les radios locales et communautaires  Production de contenu radio sur la		UNESCO en collaboration avec Radio La Voix du Paysan et l'ONG RECAC pour la cartographie; et avec l'ONG FAMEDEV pour l'organisation des ateliers.	100 %	Identification des besoins en matériel informatique. Formation aux radios communautaires	88 journalistes de radios locales et communautaires formés, dont 33 femmes.	Mali, Gao Niger Tillabéry Burkina Faso, Fada dans la région de l'Est N'gourma	ONG RECAC, Radio la voix du Paysan

			prévention des conflits communautaires							
			Organisation d'un atelier régional pour partager les expériences de terrain et mettre en place un réseau de journalistes spécialisés							
Domaine prioritaire 3	Résultat	Indicateurs	Activités	Livrables	Agence d'exécution	% de réalisation	Actions en suspens	Bénéficiaires	Zones géographiques	Partenaires
Amélioration de la résilience des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, face aux divers chocs socio-économiques	3.1 Les communautés, notamment les femmes et les jeunes, sont mieux équipées grâce à la formation professionnelle, et ont un accès accru aux services sociaux de base et aux activités génératrices de revenus.		3.1.1 Création d'emplois pour les femmes et les jeunes par la formation professionnelle et les compétences transversales, au Mali		PNUD, BIT, UNESCO,	Réalisée		160 femmes et jeunes	Koro et Douentza au Mali	
		Nombre d'emplois créés pour les femmes et les jeunes grâce à la formation professionnelle et aux compétences transversales dans la région du LG	3.1. Création d'emplois pour les femmes et les jeunes par la formation professionnelle et les compétences transversales, au Burkina Faso	Des termes de référence pour le recrutement de consultants chargés d'élaborer une enquête visant à identifier les domaines de compétences transversales clés.  Un rapport de collecte de données sur les compétences transversales clés  4 modules de formation et un cadre de certification sur les compétences transversales clés développés  Rapport sur a. la formation de 160 femmes et jeunes gens b. le renforcement des capacités de 40 formateurs c. l'atelier de sensibilisation	UNESCO, BIT, ALG	90 %	Organisation et facilitation d'un séminaire de sensibilisation et de plaidoyer pour les fonctionnaires des ministères en vue de l'inclusion du CTC dans les programmes d'études des pays du LG.	150 jeunes femmes et 150 jeunes hommes 30 responsables des ministères liés à l'EFTP et au travail de l'ALG	Ouhigouya, Kaya et Fada N-Gourma au Burkina Faso	Autorités nationales
		Nombre de femmes et de jeunes dans la zone cible qui ont reçu un soutien dans la chaîne de valeur de bout en bout du moringa et de l'horticulture dans les mêmes communautés	3.1.3 Création d'emplois pour les femmes et les jeunes par la formation professionnelle et les compétences transversales, au Niger		BIT, PNUD			1500 hommes, femmes et jeunes	Tillabéri, Tera, Niger	

	3.1.4 Améliorer l'accès à l'eau pour les usages domestiques et pastoraux		PNUD			63000 bénéficiaires	Thiou, Pombo et Sorro au Burkina Faso	
	3.1.5 Formation et fourniture d'équipements aux communautés transfrontalières (jeunes et femmes) dans le cadre du projet énergétique pour développer de petites activités socio-économiques. Soutien personnalisé aux agriculteurs coopératifs d'environ 300 femmes et jeunes dans la chaîne de valeur de bout en bout Moringa et horticulture agroalimentaire dans les mêmes communautés		PNUD			123 bénéficiaires	Titabe et Thiou et Burkina Faso	
	3.1.6 Création d'emplois pour les femmes et les jeunes grâce à l'élevage et aux activités agricoles		BIT, UNESCO, ALG, PNUD	Réalisée		300 jeunes	Ouhigouya, Kaya et Fada N'Gourma au Burkina Faso, Tillabéri au Niger	
	3.1.7 UNICEF Burkina Faso a permis la construction de latrines dans 10 écoles situées dans les communautés frontalières de Tera, Bankilare et Gotheye		UNICEF	50 %	10 écoles ont été sélectionnées, les partenaires locaux ont été identifiés et l'entreprise chargée de construire les latrines a été identifiée.		Tera, Bankilare et Gotheye au Burkina Faso	
	3.1.8 Réhabilitation de 10 points d'eau dont 5 à Douentza et 5 à Koro		UNICEF	Réalisée		4000 bénéficiaires	Douentza et Koro au Mali	
	3.1.9 Formation de sur la protection, la gestion, la conservation et l'utilisation des produits des ressources naturelles à Koro et Douentza. Les résultats de cette analyse ont été mis à la disposition du BIT pour guider le développement de nouvelles entreprises pour 250 femmes et jeunes.		PNUD	Réalisée		500 femmes, jeunes, autorités locales et traditionnelles ont bénéficié de la formation. Le développement de l'esprit entrepreneurial cible 250 femmes et jeunes	Koro et Douentza au Mali	
	3.1.17 Soutien à 20 % des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.		UNICEF Niger	Non communiqué		33838 enfants	Tillabéri, Niger (districts sanitaires de : Tera, Bankilare, Gotheye, Ayorou,	

							Tillabéri, Ouallam, Torodi).		
	3.1.18 Installation de 10 tentes pour servir d'espaces temporaires aux enfants déplacés. Formation des enseignants et des dirigeants communautaires à l'approche de l'école sûre, à la prise en charge psychosociale et au suivi des plans de préparation et d'intervention.		UNICEF et UNESCO	Non communiqué		Formation de 180 enseignants et 120 dirigeants communautaires dans 55 écoles	Seytenga, Burkina Faso		
	3.1.19 Mise en place de 2 fermes de Moringa Fermes de moringa : Femmes et jeunes Identifier les services socio-économiques transfrontaliers et les bonnes pratiques en matière de gestion transfrontalière	Analyse de la chaîne de valeur du moringa comme base pour l'engagement du secteur privé	PNUD Niger	100 %			Tera, Tillabéri, Niger	FENU	
3.2. Les capacités techniques et opérationnelles des départements chargés de l'éducation dans les zones du Liptako-Gourma sont renforcées et adaptées aux situations de crise et à la gestion des risques.	Nombre d'établissements d'enseignement temporaires construits; nombre d'écoles de la zone cible équipées de latrines	3.2.1 Construction de latrines dans 10 écoles. À suivre par des activités de renforcement des capacités et de promotion de l'hygiène.	UNICEF	Non communiqué			Commune de Seytenga Burkina Faso		
	Nombre de points d'eau réhabilités	3.2.2 Activités WASH : réhabilitation de 10 points d'eau.	UNICEF, IMADEL	100%		4000 bénéficiaires	Koro et Douentza (Mali)		
	Nombre de jeunes et de femmes ayant créé une AGR	3.2.3 AGR (120 petits projets pour 60 jeunes et 60 femmes déplacées).	UNICEF, IMADEL, DRDSES Mopti	114%		137 petits projets financés	Mopti, Koro et Douentza (Mali)		
		3.2.4 Construction de 40 établissements scolaires temporaires		UNICEF	100%		1538 enfants dont 791 filles	Mopti, Koro et Douentza (Mali)	
		3.2.5 Inventaire des écoles et étude régionale sur le statut des institutions d'éducation non formelle. Les résultats seront utilisés pour concevoir et déployer une initiative d'éducation non formelle visant à promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle, l'EFTP et la formation professionnelle, en particulier pour les filles et les jeunes. Il s'agira notamment de travailler avec les institutions traditionnelles telles que les Madrass et les mosquées.	Étude régionale sur les institutions éducatives qui se consacrent à l'éducation non formelle.	UNESCO et ALG	50 %			Mopti et Bandiagara au Mali. Dori et Fada N'Gourma au Burkina Faso. Tera et Ayorou au Niger.	

Domaine prioritaire 4 :	Résultat	Indicateurs	Activités	Livrables	Agence d'exécution	% de réalisation	Actions en suspens	Bénéficiaires	Zones géographiques	Partenaires	
Renforcement de la résilience au changement climatique, réduction des pénuries de ressources naturelles et gestion des ressources naturelles	4,1 : Les autorités et les communautés locales reçoivent un soutien logistique et une formation pour faire face aux chocs environnementaux et au changement climatique.	% de communes cibles disposant de commissions foncières communales et villageoises	4.1.1 Prévention des conflits autour des ressources naturelles. Appui technique et logistique pour l'installation de 26 commissions foncières communales et villageoises.		PNUD	Réalisée à 100 %		124 femmes et 17 jeunes	Salle et Thiou au Burkina Faso. Mopti, Bandiagara, Koro et Douentza au Mali.		
		% de jeunes de la zone cible ayant une connaissance des techniques de conservation de l'environnement et de préservation des monuments	4.1.2 Réalisation d'une étude sur la promotion d'emplois verts pour les femmes et les jeunes, basés sur des technologies locales à forte intensité de main-d'œuvre, et élaboration de trois projets à mettre en œuvre.	Politique de l'emploi identifiant les chaînes de valeur, la formation aux technologies à forte intensité de main-d'œuvre et les emplois verts.	BIT	Étude réalisée à 100 % et validée en juin 2021.	La mise en œuvre n'a pas commencé.	Bénéficiaires	Étude réalisée à Ouahigouya, Kaya et Fada N'gourma au Burkina Faso. Mise en œuvre de projets à Boussouma, Ouahigouya et Liptougou au Burkina Faso.		
			4.1.3 Réalisation de programmes d'éducation des jeunes à la conservation de l'environnement et à la préservation des monuments.		UNESCO					Sentega, Tillabéri et Dori.	
		Nombre d'écoles ou de centres de santé équipés de mini-réseaux	4.1.4 Installation de 6 mini-réseaux d'une capacité moyenne de 418 kWh par système, dans des écoles ou des centres de santé.		UNOPS	20 %	Étude préliminaire terminée. L'étude technique va commencer. La mise en œuvre suivra.	330000 bénéficiaires.	Burkina Faso, Mali et Niger.		
			4.1.5 Réalisation d'une étude sur la promotion des emplois verts pour les femmes et les jeunes, basée sur des technologies locales à forte intensité de main-d'œuvre, et élaboration de trois projets à mettre en œuvre.	Trois projets recommandés sur les emplois verts.	PNUD Burkina	À réaliser en 2022	La mise en œuvre n'a pas commencé.				